



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique du
25 juin 2019**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je vais demander à Monsieur Fabien Abert de procéder à l'appel.

Monsieur Abert procède à l'appel.

Monsieur Fabien ABERT

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Le quorum est très largement atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance du Conseil de Métropole du 25 juin 2019 ouverte.

Madame B. ROUSSEL-GALIANA sort définitivement de séance donnant pouvoir à Monsieur E. PETIT.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE MÉTROPOLÉ DU 25 JUIN 2019

Monsieur le Président

Vous avez pris connaissance des documents qui sont sur votre bureau. L'ordre du jour propose 65 affaires. L'affaire 62 a été retirée. C'est une affaire qui concernait la Comédie du livre. Et nous avons ajouté l'affaire 66 qui est un vœu en faveur de la non-privatisation d'Aéroports de Paris.

Je mets aux voix le nouvel ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour modificatif, soumis à approbation, comprend comme initialement 65 affaires.

L'ordre du jour ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Pour : 77 voix.

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE MÉTROPOLÉ DU 23 MAI 2019

Monsieur le Président

Vous avez également pris connaissance du procès-verbal du 23 mai 2019. Avez-vous des observations à formuler sur la rédaction ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

Le procès-verbal de la séance du 23 mai 2019 est adopté à l'unanimité.

Pour : 77 voix.

APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Vous avez également pris acte de la synthèse des décisions prises depuis la dernière séance.

Le Conseil prend acte de la synthèse des décisions.

Monsieur le Président

Avant de procéder à l'ordre du jour, je voudrais informer les maires qui m'ont posé la question en Conférence des Maires, sur le contrat territorial avec la Région. Nous avons eu une séance spécifique sur le contrat territorial. Ce contrat territorial a été largement travaillé par les administrations réciproques – pour la Région, Monsieur Simon Munsch, et pour la Métropole, Monsieur Christian Fina.

Nous sommes arrivés à un certain nombre d'opérations qui ont été validées, et les maires m'ont fait remarquer qu'il manquait dans le dispositif l'action de la Région sur les centres des bourgs.

Nous nous sommes rapprochés de l'administration de la Région et nous avons proposé d'intégrer à la fois les actions sur les centres-bourgs, et à la fois les contrats de pérennisation des subventions en matière de culture, notamment pour l'Orchestre. La Région n'a pas souhaité intégrer les deux. Pour les centres-bourgs, ce sont les Maires qui nous avaient demandé de le faire. Donc, la Région n'a pas souhaité intégrer cela dans le dispositif du contrat. Par contre, elle s'engage à répondre à chaque sollicitation des communes.

Voilà ce que je voulais vous dire.

Je vous proposerai de voter le contrat territorial avec la Région le 23 juillet, lors de notre prochaine séance du Conseil de Métropole. C'est exactement celui que je vous ai proposé en Conférence des Maires, puisque les deux propositions que vous avez faites n'ont pas été retenues.

AFFAIRE 1 : HORS COMMISSION – VŒU POUR LA RÉALISATION DE LA LIGNE NOUVELLE MONTPELLIER PERPIGNAN (LNMP) AU BÉNÉFICE DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Mme C. CLARAC entre en séance.

Monsieur R. CALVAT entre en séance avec le pouvoir de Monsieur E. PENSO.

Monsieur le Président

Affaire numéro 1 : vœu concernant la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan, au bénéfice de la qualité de l'air. Vous avez pris connaissance du vœu, je vais le résumer rapidement.

Vous savez que c'est une vieille affaire, la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan, la LNMP. Vous savez que les gares de Montpellier Sud de France, le contournement Nîmes-Montpellier, la gare de Manduel, font partie du dispositif, et qu'actuellement les autoroutes qui croisent la Métropole de Montpellier portent 14 000 camions par jour, qui dégagent des gaz à effet de serre qui sont très mauvais pour la qualité de l'air. Et si on fait une carte de cette qualité de l'air vue d'avion, on s'aperçoit que les zones rouges se trouvent autour des autoroutes, notamment l'arrivée et le débouché de l'A750. C'est pour cela que nous sommes très attentifs au contournement ouest, et également sur l'autoroute A9.

Donc, nous rappelons par ce vœu la nécessité impérieuse de construire cette ligne, dont le premier segment pourrait être Montpellier-Béziers. Cette ligne fait partie du rapport Duron. Elle a été estimée par le gouvernement aux alentours des années 2030. Nous pensons qu'il est bon aujourd'hui de remettre sur le dispositif un petit spot pour montrer notre détermination envers cette ligne qui devrait être faite depuis 30 ans – depuis que l'Espagne est rentrée dans le marché commun – et qui ne l'est toujours pas. Le premier tronçon est celui du contournement Nîmes-Montpellier. Et les Espagnols de leur côté ont fait le travail. Donc il faut absolument montrer encore une fois notre souhait de soutien pour cette ligne.

Est-ce que vous avez des interventions sur ce sujet ? C'est une affaire que nous avons déjà passée à plusieurs reprises, mais à intervalles réguliers nous la proposons.

Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

L'argumentaire est bien étoffé dans la délibération. Je pense qu'implicitement, ce que cela veut dire aussi, c'est que la prolongation doit se faire comme pour le contournement Nîmes-Montpellier, non seulement pour les TGV de passagers, mais également pour le fret. Ce serait bien que cela soit précis, parce qu'effectivement si on veut évacuer les multiples camions sur l'autoroute, il faudra que de Montpellier à Perpignan, comme depuis le Rhône jusque jusqu'ici, le fret soit intégré.

Monsieur le Président

Alors Monsieur Rouilleault, je ne veux pas être méchant d'emblée dans ce Conseil – je suis plutôt animé de bonnes intentions aujourd'hui – mais la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan a été déterminée comme ligne mixte d'emblée. Contrairement à Bordeaux-Toulouse. Elle l'est de fait. C'est-à-dire qu'elle est capable d'assurer les transports de voyageurs et le fret.

Est-ce qu'il y a d'autres interventions ? Je mets aux voix le vœu. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE 66 : HORS COMMISSION – VŒU DE SOUTIEN AU MAINTIEN DU CONTRÔLE PUBLIC DE LA SOCIÉTÉ AÉROPORTS DE PARIS

Mme S. KERANGUEVEN et MM JL. COUSQUER et G. LANNELONGUE entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 66, que nous positionnons en affaire numéro 2. Il s'agit du vœu de soutien au maintien du contrôle public de la société Aéroports de Paris. De nombreuses Métropoles se sont prononcées sur ce point. J'ai souhaité le proposer au vote de l'assemblée. En effet, il s'agit d'un vote de principe et un vote qui intéresse la Métropole de Montpellier. Parce que vous n'êtes pas sans savoir qu'elle est desservie par un bel aéroport, – certes, qui n'est pas sur son territoire, mais qui est un aéroport – qu'elle utilise – pour les chefs d'entreprise, les touristes, qui valorisent le territoire montpellierain – et que l'Etat a décidé par phases de vendre les aéroports français.

Nous avons eu plusieurs exemples. Toulouse est un exemple pas tellement réussi. Il a été vendu aux Chinois, il y a eu quelques problèmes les derniers mois. Là, c'est dans la loi PACTE du 11 avril 2019. Il est permis de vendre Aéroports de Paris à des sociétés privées. Ce que je ne voudrais pas – et c'est pour cela que je vous propose ce vœu de principe – c'est que l'aéroport de Montpellier suive la même voie.

Imaginons que ce soit le cas. Je considère que ce serait un désavantage pour le territoire. Dans la loi, il est dit que les collectivités peuvent se porter acquéreurs des aéroports. La Région est prioritaire parce qu'elle a la compétence transport, mais la Métropole peut le faire aussi. Et à ce titre-là, si un jour l'État s'occupait de vendre l'aéroport de Fréjorgues, évidemment la Métropole se portera acquéreur. C'est dans cet esprit-là que je considère que ce vœu est opportun. Il est opportun aussi parce que c'est la préservation de l'action publique et du bien national.

Qui demande la parole ? Monsieur Meunier, Monsieur Domergue, Monsieur Martin et Monsieur Revol. Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, chers collègues, bonjour à tous. Moi je n'ai jamais été favorable dans cette institution, à ce qu'on fasse des vœux sur différents sujets. Je vous avouerai que d'après la connaissance du dossier que je peux avoir sur la société Aéroports de Paris – je ne me prononce pas sur l'aéroport de Montpellier, on est bien d'accord, j'ai compris la jonction que vous faites – et avec les élus, on va s'abstenir, ni pour ni contre, on s'abstient, on laisse faire. Je ne pense pas que cela soit de notre compétence en tant qu'agglomération non parisienne de nous interroger sur cette question-là et de prendre position. Dans ces cas-là, on va passer des Conseils de Métropole à passer des vœux sur à peu près tous les sujets d'ordres généraux qui peuvent se poser en France. Moi, je ne suis pas favorable. Je ne pense pas que cela soit dans la logique d'une Métropole. Surtout que dans une Métropole, il y a des gens qui répondent à des idées différentes, à des engagements politiques différents. A chaque fois que l'on part sur ce genre de sujet, on remet en difficulté notre institution d'avoir une position commune.

Donc, je m'abstiens pour ce principe-là. Par contre, Monsieur le Président, je pense que vous avez démarré sans information du Président. On a quand même, sur l'aéroport de Montpellier, l'arrivée d'un PEB (*Plan d'Exposition au Bruit, ndr*) qui a été donné sans concertation avec les communes voisines. Parce que je crois savoir qu'en tant que Maire, vous n'avez pas été sollicité. Jean-Pierre Rico n'a pas été sollicité au niveau de Pérols. Moi, à Lattes, je n'ai pas été sollicité. Il a fallu que ce soient les services de la Métropole qui nous transmettent – et je les remercie – à Jean-Pierre et à moi les documents. C'était un « porter à connaissance ». Je regrette qu'on en ait fait une communication tout de suite dans la foulée, en raison de l'urgence de prendre une position sur le stade.

Monsieur le Président

Non. Non, ce n'est pas cela.

Cyril MEUNIER

Il n'avait pas été communiqué. C'était un « porter à connaissance » aux collectivités. Je pense qu'il aurait mieux valu... Attends, Philippe...

Monsieur le Président

On ne peut pas dire cela.

Cyril MEUNIER

Si cela ne s'est pas passé de cette façon, vous me corrigerez, Président. Moi, je n'étais pas encore au courant. J'apprends par la presse qu'il y a un PEB qui impacte de façon inconsidérée Pérols, qui réduit sur Lattes, et qui met une partie du quartier de Boirargues en zone de bruit intense avec les habitations déjà présentes. Donc, cela crée un émoi. Et en plus, Cambacérès nous pose un très gros problème au niveau de la SA3M, au niveau de la ZAC, au niveau de la Métropole et des Villes de Montpellier et de Lattes, quant à nos objectifs de PLH. Que dire de Pérols avec Jean-Pierre, qui n'a plus de capacité de construction ? Il faut que l'on soit ferme sur la question, que l'on sache comment l'Etat peut se permettre de modifier les règles de PEB en totale ignorance de la vie et des enjeux en cours au niveau de notre territoire. Maintenant, sur la communication : un « porter à connaissance », c'est un « porter à la connaissance » des collectivités. Si on ne le communique pas, on peut encore discuter avec les services de l'Etat. Maintenant qu'il a été communiqué, c'est plus embêtant.

Monsieur le Président

Attention. Lorsque le Préfet signe un « porter à connaissance » des décisions prises par l'Aviation civile, nous sommes tenus de l'intégrer dans le Plan Local d'Urbanisme intercommunal. Attention ! Mais pour le reste, je suis d'accord avec vous.

Cyril MEUNIER

Nous sommes maintenant tenus, mais nous aurions pu encore discuter. Maintenant qu'il est dans la presse, on a la population sur le dos, et c'est compliqué.

Monsieur le Président

Mais moi, je n'ai pas communiqué sur ce qui se passait sur Pérols et sur Lattes. C'est le PEB, c'est le Préfet qui a envoyé la carte. Et le Préfet le détenait de l'Aviation civile. Donc, c'est l'Etat. Merci, Monsieur Meunier. Monsieur Domergue.

Jacques DOMERGUE

Monsieur le Président, chers collègues. En principe, je devrais plutôt être favorable à la privatisation d'ADP. Mais je reste fidèle à un principe qu'avait édicté le Général de Gaulle quand il parlait des grandes entreprises qui prenaient une taille telle qu'elles se situaient en dehors d'un système concurrentiel, et où elles devaient rester propriété de l'Etat. L'Etat n'est pas propriétaire seul des Aéroports de Paris. Il est majoritaire. La concurrence existe, non pas *intra-muros*, mais avec les autres aéroports internationaux.

Mais si l'on se réfère à ce qui s'est passé initialement pour les autoroutes françaises, je crois que cela doit nous servir de leçon pour inciter l'Etat à une plus grande réflexion sur l'avenir d'Aéroports de Paris. C'est vrai qu'il y a beaucoup de zones commerciales qui sont plutôt du domaine libéral, si j'ose dire. Mais cela me paraît une bonne chose que l'Etat garde une gestion majoritaire sur ces entreprises-là, qui sont quand même des vecteurs de développement aussi bien économique que touristique pour notre pays, qui sont des portes d'entrée sur l'Europe assez actives et parmi les plus importantes sur l'Ouest européen.

Je voterai ce vœu dans ce sens.

Pour ce qui a été évoqué par Monsieur Meunier sur le changement de la réglementation - c'était infernal parce que cela se produit sur le PEB, mais cela se produit aussi sur le PPRI (*Plan de Prévention des Risques d'Inondation, ndr*) dans le nord de Montpellier. On vient d'apprendre des choses incroyables concernant la zone des CHU. Donc, aujourd'hui, on arrive mal à comprendre comment on fonctionne. Certes, les choses évoluent. Avec l'urbanisation, on peut imaginer que l'écoulement des eaux fait que des zones qui n'étaient pas en zone inondable le deviennent. On peut également se douter que dans une zone qui est située entre deux autoroutes – je parle de Cambacérès – il vaudrait mieux y mettre des zones d'activité que des habitations.

Vous savez que j'étais contre le déplacement des deux autoroutes à 500 mètres d'intervalle. Si nous les avions accolées, nous n'aurions pas eu ce problème. Donc, je suppose que pour vous, responsables de collectivités, c'est difficile parce qu'on a l'impression qu'on tire à boulets rouges sur nos prédécesseurs, en disant : ils ont délivré des permis de construire de manière inconsidérée. Or, ce n'est pas le fait. C'est que les choses évoluent et l'hyper réglementation, l'hyper prudence, fait qu'on arrive à des aberrations extraordinaires qui compromettent des projets d'avenir et qui compromettent même des réalisations du passé.

Concernant la zone Cambacérès, je crois qu'il aurait été bienvenu qu'on considère que dans cette zone-là – qui est située entre les deux berceaux de l'autoroute – ce soit une zone d'activité et non pas une zone d'habitation. Je sais que pour construire un stade, il faut le rentabiliser. Mais on peut peut-être davantage le rentabiliser avec des zones commerciales aux alentours, qu'exclusivement avec des habitations.

Donc, je pense que ce n'est pas plus mal que nous ayons eu à réfléchir là-dessus. Il faudra bien sûr se référer à ce plan de prévention des bruits qui va vous obliger sûrement à revoir la copie. Notamment pour le stade.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Domergue, et je suis d'accord avec vous. Le plan d'exposition au bruit nous oblige à refaire les plans de la ZAC, et sérieusement, profondément. Il ne s'agit pas de zones commerciales, il s'agit de zones d'activité. Je le précise, parce que si l'on m'expliquait qu'on construit de l'autre côté de l'autoroute et de l'autre côté d'Odysseum une nouvelle zone commerciale, il y aurait de quoi se mettre en colère pour les commerces du centre-ville. Mais il ne s'agit pas de zones commerciales, il s'agit de zones d'activité, c'est-à-dire essentiellement de bureaux et d'équipements publics. Puisqu'on n'a plus le droit de construire de logements à l'endroit où vient passer le périmètre du plan d'exposition au bruit.

Pour Pérol et pour Lattes, cela a des conséquences autres, qui mettent en péril le PLH (le Programme local de l'habitat), puisque cela vient toucher des zones où était prévue la construction de logements sociaux. Or, que ce soit Lattes ou Pérols, il y a des périmètres interdits pour la construction de logements.

Que cela vienne des zones Natura 2000, ou des zones qui sont gérées par le Conservatoire du littoral. Cela réduit considérablement l'espace pour la construction de logements.

Monsieur Martin.

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. Bien entendu, je voterai ce vœu parce que – pour faire très court – la privatisation d'ADP est à la fois une erreur stratégique, une erreur économique, et une erreur sociale. Cela me paraît effectivement important de stopper ce projet-là. J'encourage d'ailleurs aussi chacun et chacune à aller signer la pétition qui permettra d'aboutir à un référendum et de stopper ce projet.

Ceci dit, permettez-moi quand même de marquer mon étonnement face à cette situation de pompier incendiaire. On ne découvre pas aujourd'hui que Macron mène ces politiques-là. Vous rappelez tout à l'heure l'exemple de Toulouse vendu aux Chinois, qui depuis sont partis sans même investir un euro...

Monsieur le Président

C'est votre camarade Hollande.

Hervé MARTIN

Hollande est votre camarade, et pas le mien. Et si je pouvais finir une phrase une fois dans le mandat sans être interrompu, cela serait délicieux.

Monsieur le Président

Oui, mais vous dites des bêtises.

Hervé MARTIN

Je n'ai jamais fait campagne pour François Hollande. Vous l'avez fait, Monsieur Saurel.

Monsieur le Président

Si, puisque vous êtes sur la liste socialiste.

Hervé MARTIN

Tout à fait, en tant que communiste. Donc si je peux, une fois de plus, terminer sans être interrompu...

Monsieur le Président

Vous n'êtes plus communiste. Vous n'êtes pas communiste.

Hervé MARTIN

Qu'est-ce que vous en savez ? Je peux terminer mon propos ? C'est terrible...

Monsieur le Président

Je le sais parce que le PC m'a dit qu'il ne voulait pas de vous parce vous étiez allé chez Hue. Je le sais.

Hervé MARTIN

Vous ne savez rien du tout. Donc laissez-moi terminer.

Monsieur le Président

Montrez-moi votre carte.

Hervé MARTIN

Si vous voulez, je vous la montre. Vous la voulez ? Pas de souci.

Monsieur le Président

Montrez-la. Comme ça, ce sera clair pour tout le monde.

Hervé MARTIN

Voilà ! Cela vous va ?

Monsieur le Président

Je ne vois rien d'ici !

Hervé MARTIN

Je ne vais pas vous l'apporter sur un plateau.

Quoiqu'il arrive, vous vous mettez dans la situation du pompier incendiaire, puisque c'était Macron lui-même qui avait suivi la privatisation de l'aéroport de Toulouse vendu à des Chinois, qui, depuis sont partis sans jamais y avoir investi un seul euro. C'est lui qui avait suivi également la privatisation de l'aéroport de Lyon, de l'aéroport de Nice, sans que depuis d'ailleurs on ait pu observer la moindre amélioration de situation sociale ou économique. Il n'y a aucun étonnement à ce que Macron mène ce genre de politique. Et pourtant c'est vous qui avez fait élire une députée. Je comprends pourquoi elle n'est pas là cet après-midi, parce qu'elle vote la loi PACTE, qui comprend la privatisation d'ADP. Cette loi PACTE qui est un florilège de mesures libérales qui sont néfastes à l'économie du pays, à la situation sociale du pays. Ce projet-là est incorporé dans la loi PACTE. Votre députée, vous avez négocié pour qu'elle soit dans la majorité Macron et maintenant, vous venez nous dire que vous découvrez tout d'un coup que Macron mène ce genre de politique.

Monsieur le Président

Mais Monsieur Martin, j'ai ma liberté de pensée. Moi je ne suis pas République en marche. Je suis désolé.

Hervé MARTIN

C'est vous qui avez créé un groupe en marche. C'est vous qui à la fois aux présidentielles, à la fois aux législatives, à la fois aux européennes, avez défendu Macron...

Monsieur le Président

Heureusement ! Vous auriez dû voter pour En marche aux européennes, cela vous aurait évité de peindre la France en noir. Surtout pour avoir fait le score que le PC a fait. Et en plus, j'ai été correct avec le PC.

Hervé MARTIN

Il y a intérêt !

Monsieur le Président

Avec Guy Barral, nous avons été les seuls à être corrects.

Hervé MARTIN

Écoutez, il y a intérêt quand même. Si de temps en temps, vous pouviez être aussi correct avec moi quand je prends la parole que vous l'êtes avec le PC, ce serait bien. C'est quand même terrible d'être interrompu toutes les trois secondes.

Monsieur le Président

C'est parce que je vous aime bien.

Hervé MARTIN

Alors détestez-moi, s'il vous plaît ! Parce que je n'en peux plus d'être interrompu tout le temps. Donc, bien entendu – je le répète – je voterai ce vœu, parce qu'il est extrêmement important pour faire barrage à ce projet. Néanmoins, le rôle du pompier incendiaire, excusez-moi, mais il est un peu dépassé. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Martin. Je ne retiens que cela : vous voterez le vœu.

Monsieur Revol.

René REVOL

Par rapport à la délibération de vœu, naturellement, je vais voter pour. Cela me permet d'avoir un échange fraternel avec mon camarade Cyril Meunier. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une question politique nationale seulement, comme d'autres sur lesquelles nous n'avons pas l'habitude de nous prononcer, je pense qu'il s'agit d'une question d'intérêt général qui concerne l'organisation du territoire à l'échelle nationale, car – je ne reviendrai pas sur les arguments de Monsieur Martin que je partage sur cette privatisation – il faut signaler qu'elle a été justifiée comme un moyen d'amener de l'argent à l'Etat qui lui permet de combler ses déficits. On vend les bijoux de famille pour combler les déficits de fonctionnement. Puisque l'Etat, lui, a le droit de faire des déficits de fonctionnement, à la différence de nous. Et c'est un très mauvais calcul, parce que quand on calcule le rendement de l'aéroport de Paris tel qu'il est projeté sur les dix ans qui viennent, il rapporterait sur ces dix ans plus que la seule vente de l'année courante.

Donc, c'est aussi une erreur économique et pas simplement une erreur sociale. Mais c'est aussi une erreur stratégique. L'aéroport Charles de Gaulle est la première frontière de la France. C'est là où passent le plus de personnes. Elle joue un rôle tout à fait essentiel, et cette frontière se structure avec d'autres frontières qui sont dans chacun des autres aéroports. Et il me paraît indispensable pour des raisons économiques, sociales et aussi pour des raisons géopolitiques et stratégiques, que cela reste sous le contrôle de l'Etat.

Ce n'est donc pas une pétition simplement de principe pour le service public – pour lequel naturellement nous sommes – mais c'est quelque chose de beaucoup plus vaste. C'est pour cela que cela me paraît légitime de présenter un vœu à cette occasion. Parce que quand on lit de près la loi PACTE, on s'aperçoit que cette opération de privatisation ne va pas concerner uniquement l'Aéroports de Paris, et que dans une incise, il est précisé que toutes les zones aéroportuaires pourront être privatisées. Donc, on est concernés par l'aéroport de Montpellier. Et en votant ce vœu, on contribue à dire qu'on refuse par principe aujourd'hui – ensuite on verra dans le détail quand cela se présentera – une éventuelle privatisation de cet aéroport et qu'il devienne sous le contrôle du service public.

Que ce soit sur la Métropole, la Région, il n'y a pas de philosophie particulière à avoir dans ce domaine, dès lors que c'est une collectivité qui en assure le contrôle. Nous sommes quand même dans une période où on s'apprête à privatiser les barrages hydroélectriques à un moment où on doit s'engager dans la transition énergétique. Il faut faire attention à ce qu'on fait en ce moment. Je pense que cette résolution est tout à fait nécessaire. Et pour cela, je la voterai.

Par ailleurs, je voudrais aussi souligner les contradictions de plein de gens dans cette Assemblée politique entre ce qu'ils disent un jour et ce qu'ils disent le lendemain. Je n'ai pas envie de me situer sur ce terrain polémique. Il y a un texte. Soit le texte est bon, soit il n'est pas bon. Soit on le vote, soit on ne le vote pas.

Moi, je le vote.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Revol. Tout ce que vous avez dit, je le partage. Vous avez parlé d'intérêt général à propos de l'aéroport. C'est le dernier mot qui est prononcé dans le vœu que je vous propose. Et puis vous ne pouvez pas comparer la Métropole de Paris à la Métropole de Montpellier. Paris, c'est la France. Paris est financée par l'ensemble de la nation. C'est la capitale. Elle a un comportement central dans toute l'économie, et un peu à part.

Mme P. MIRALLES entre en séance.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Personne n'est contre. Qui s'abstient ?
Le vœu est adopté à l'unanimité des exprimés.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 73 voix*

Abstentions : 11 voix

Se sont abstenus : Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Jean-Pierre GRAND, M. Alex LARUE, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PASTOR, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, Mme Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE 2 : FINANCES - COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2018 - BUDGET PRINCIPAL - APPROBATION

Mme S. BOUALLAGA et MM. JN. FOURCADE, J. MALEK (le pouvoir accordé à P. KRZYZANSKI est annulé) et JF. AUDRIN (le pouvoir accordé à JL. MEISSONNIER est annulé) entrent en séance.

Mme C. CLARAC et MM. P. SAUREL et J. DOMERGUE sortent de séance.

Mme S. BOUALLAGA sort définitivement de séance en donnant pouvoir à Mme P. DANAN.

M. JL. MEISSONNIER sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

De l'affaire numéro 2, jusqu'à l'affaire numéro 7. Il s'agit là des affaires qui concernent le compte administratif. Vous savez que pour le compte administratif, je ne suis pas autorisé à voter, donc je sortirai au moment du vote. Je vous propose de confier la présidence de séance de l'affaire 2 jusqu'à l'affaire 7 au Vice-Président chargé des finances, Max Lévida. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Hervé MARTIN

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Ah ! Mais Monsieur Martin, vous avez un logiciel qui date de Matusalem. Il faut changer de logiciel. D'ailleurs, le PS, s'il n'y avait pas eu deux listes, ils auraient eu un peu plus de députés européens. Parce que déjà qu'ils font six points, si en plus il y a Hamon qui en fait trois, ça divise ce qui reste. Il faudra m'expliquer quelle est la logique.

Hervé MARTIN

La logique de voter ici et à l'Assemblée nationale, il faudra me l'expliquer aussi. C'est ridicule !

Patricia MIRALLES

Si tu veux me parler, tu me parles...

Monsieur le Président

Je vais répondre. Madame Mirallès fait partie d'un groupe politique. Elle a pris certains engagements qu'elle respecte. Ici, elle représente la Ville de Montpellier.

Hervé MARTIN

Moi aussi !

Monsieur le Président

Elle vote pour défendre la Ville et son aéroport. Voilà. C'est simple. Il y a quelque chose de global et quelque chose de local.

Mais non Patricia, il n'est pas communiste, je n'ai pas vu la carte. Il ne suffit pas de le décréter qu'on est communiste. Moi, j'ai beaucoup de respect pour les communistes. Parce que les communistes, voyez-vous, ils ont une parole politique. C'est pour cela que je suis étonné que vous soyez communiste ! Mais ce ne sont pas des insultes, je souris, vous savez que je vous aime bien.

Monsieur Lévida, vous avez la parole.

Max LÉVITA

Monsieur le Président, mes chers collègues. On est embarqué, comme le disait Pascal. Je vais vous présenter le compte administratif 2018.

Monsieur le Président

Est-ce que quelqu'un est contre la présidence de séance par Max Lévida ? Abstentions ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présidence de séance confiée à Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, est approuvée à l'unanimité.

Max LÉVITA

Nous avons mobilisé en 2018, 663 millions d'euros sur notre territoire. Nos efforts de gestion doivent garantir la mise en œuvre du projet de territoire – comme vous le savez – qui se déploie autour de sept piliers. Si je résume ce compte administratif 2018 – c'est ce qui est projeté – l'engagement de fiscalité a été tenu. Il n'y a aucune augmentation de taux.

Le deuxième point, c'est un budget solide – vous allez le voir – puisqu'il se caractérise par un taux d'épargne élevé. Des dépenses d'équipement ont été maintenues : 150 millions d'euros soit 6 % d'augmentation par rapport à 2017.

Troisième point, c'est une bonne gestion qui permet de financer des projets structurants porteurs d'une dynamique solidaire, de développement durable du territoire autour de ces trois ambitions que je vais vous présenter. Une Métropole qui entreprend, une Métropole qui protège, une Métropole qui fédère. On va regarder un certain nombre de figures pour appuyer mon débat.

Ce budget, nous l'avons voulu toujours plus transparent. Vous savez que nous avons voté un nouveau règlement budgétaire et financier, vous l'avez adopté le 20 juin 2018. A l'heure actuelle, la dématérialisation de toute la chaîne comptable a été réalisée au niveau de la Métropole.

Enfin, vous avez un miroir budgétaire qui est présenté en annexe trois, pour détailler les relations financières entre la Métropole et la ville-centre. C'est le premier point.

Le second point : nous avons signé un contrat financier avec l'Etat. Nous nous sommes engagés à respecter l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement à 1,5 %. Ce contrat est respecté.

Quatrième point, c'est une comptabilisation des attributions de compensation qui est gagnant-gagnant puisque cela laisse le choix aux communes. Je vous rappelle que nous vous avons proposé en décembre 2018 une nouvelle avancée dans ce domaine-là. Puisqu'à l'heure actuelle, les 31 communes ont le choix entre garder l'ACI Voirie avec 30 % de bonification – c'est le système ancien – prendre l'ACI Voirie 100 % sans bonification, soit prendre le système ancien sans ACI Voirie.

J'ajoute que les communes ont le choix, elles ont la possibilité de changer de système chaque année. Ce qui me paraît une promesse absolument remarquable. Ce point très technique montre le respect du Pacte de confiance des Maires et la volonté de laisser à chaque commune le maximum de latitude en respectant le développement de la Métropole. Pour moi, quand on est d'accord sur les relations financières, on est d'accord sur tout. Le reste n'est que détails.

J'ajoute qu'à l'heure actuelle, quatre communes qui sont sans ACI ont choisi de changer de système. Ce choix sera validé lors de la prochaine CLETC.

Je vous présente en première partie les grands équilibres du compte administratif, qui montre au total entre les différents comptes : le budget principal, le budget transport, le budget assainissement non collectif, le budget parking et le budget eau potable. Nous terminons l'année avec un résultat net de 52,5 millions d'euros. Le taux de réalisation – je vous l'ai indiqué – pour les dépenses de fonctionnement : elles ont été réalisées à hauteur de 94 %, 2 % étant reportés. Les recettes réelles de fonctionnement ont été réalisées à 96 %. Un ratio important, intéressant, sur lequel il y a lieu de s'interroger effectivement, c'est sur le taux de réalisation de nos dépenses d'équipement. Elles sont réalisées à hauteur de 58 %, 29 % étant reportés. Les autres dépenses n'ayant pas fait l'objet de mandatement au cours de l'année 2018.

Pour les recettes d'investissement, nous sommes à 79 %. Au total, 82 % réalisés pour les dépenses et 90 % pour les recettes.

La répartition du compte administratif. On va regarder d'abord les dépenses sur ce camembert, comme on dit. Vous voyez la répartition suivant les grandes thématiques de notre compte. Si je le mets sous la thématique développement durable, en regroupant l'urbanisme habitat, transport et mobilité environnement, nous atteignons 40 % du total du budget.

Je vous présente les recettes réelles du compte administratif. Vous voyez que les impôts économiques – c'est-à-dire payés par les entreprises – représentent 30 %, les impôts des ménages 19 %, les attributions de compensation 11 %, le produit des services 8 %. Le tableau général qui retrace le compte administratif figure sur cette présentation. Vous voyez les dépenses de fonctionnement avec les recettes de fonctionnement qui nous permettent de dégager un résultat net de fonctionnement au total – vous pouvez voir l'ensemble des éléments dont je vais vous présenter le détail – de 52,5 millions d'euros.

Si vous voulez bien, regardons la section de fonctionnement du compte administratif – vous en avez une présentation. Les charges à caractère général représentent 34 %, les charges de personnel 25 %. Vous notez que les intérêts de la dette sont à 5 %. C'est un point sur lequel je reviendrai ultérieurement.

Détaillons un peu ces dépenses consolidées. Vous voyez sur les dépenses réelles de fonctionnement, qu'elles ont augmenté de 432 millions à 435 millions, soit une augmentation de 0,6 %. Les charges à caractère général sont restées identiques. Les charges de personnel augmentent de 11 %. Il est clair qu'ici on tient compte des phénomènes de mutualisation dans le rapport que l'on présente à la Préfecture pour le respect des 1,5 %. On travaille à périmètre constant. Là, nous ne sommes pas à périmètre constant, ce qui montre l'augmentation de cette charge.

Et enfin, les charges financières. Elles diminuent considérablement. La baisse des autres dépenses est due au transfert de l'excédent du budget annexe funéraire et celui également du budget annexe de l'eau. Pour les charges à caractère général, on est à 144 millions sur le budget principal et 148,8 millions sur le budget consolidé. Le tableau vous montre les principales, depuis le contrat de collecte porte-à-porte jusqu'aux frais de télécommunication et d'affranchissement.

J'insiste un tout petit peu sur les dépenses de personnel. Sur ce tableau, en dépenses de personnel, nous sommes passés de 93 millions sur le budget principal, à 103 millions. A périmètre constant, nous sommes passés de 93 à 95 millions. Il y a des changements de périmètre qui sont intervenus. D'abord, le transfert de la compétence départementale. Ensuite, un certain nombre de transferts communaux, par exemple la médiathèque Jules Verne et GEMAPI qui sont venus corriger le péril. Ceci nous conduit à un véritable changement des missions de la Métropole avec ces transferts de compétences, et au transfert d'agents de la Ville de Montpellier dans le rapport que je vous ai indiqué. Vous regardez en annexe quatre, le miroir qui montre le détail des relations entre la Ville de Montpellier et la Métropole.

Donc, au 31 décembre 2018, nous avons 2 133 agents. Et nous avons appliqué une politique de Ressources Humaines particulièrement soutenue. Le tableau que vous avez sous les yeux montre la répartition des charges de personnel par thème. La culture représente 26 millions, la gestion des espaces publics 17 millions, les sports 11 millions. Les autres charges de gestion courantes consolidées représentent 132 millions.

On commence par une diminution de la contribution financière à TaM. Elle s'établit à 57 millions, mais c'est en baisse de 6 % par rapport à 2017. Cette évolution est le résultat de la nouvelle délégation de service public qui a pris effet au 1er juillet 2018. Pour équilibrer le budget, la subvention d'équilibre versée s'élève à 16 millions pour couvrir les dépenses issues des demandes de la Métropole.

Les subventions aux associations et partenaires. Dans le tableau, vous avez les principales, depuis l'Opéra-Orchestre de Montpellier : 13,4 millions d'euros, Montpellier Danse : 1,5 million, le Printemps des Comédiens : 1,5 million, 2,4 millions d'euros à l'Office du Tourisme et des Congrès, un million au Montpellier Rugby Club, en tant qu'association, et 900 000 euros à la SASP qui l'accompagne. Pour le handball : 600 000 euros à l'association et 1,1 million à la SASP, 300 000 euros au Montpellier Hérault Sport Club football à l'association, 1,2 million à la SASP pour son centre de formation, 900 000 euros de Montpellier Volley-ball Université Club, 900 000 euros à l'association BLMA Basket Lattes.

Notre réputation de Ville et de Métropole sportive, mes chers collègues, vous l'accompagnez et je vous en remercie au nom de mon collègue et ami Monsieur Meissonnier, chargé des sports. La Métropole a versé une contribution au Domaine d'O, dû au transfert de compétences, de 3 millions. Le montant de nouvelles aides du Fonds de Solidarité Logement et d'aides du Fonds d'Aide aux Jeunes, ici aussi, ce sont des compétences transférées par le Département. Le prélèvement de nos recettes fiscales au Fonds national de garantie s'élève à 18,6 millions d'euros. Les charges financières consolidées : 23 millions en 2018, 10,7 millions d'euros pour le budget principal, 10 millions pour le budget annexe transports, 2,5 millions pour le budget annexe assainissement.

Vous notez que les charges financières ont nettement baissé de 8 %. Cette baisse est contenue par un phénomène sur lequel nous n'avons pas de responsabilité. Les taux d'intérêt deviennent négatifs en ce moment, ce qui est intéressant pour nous. Et d'autre part, nous faisons des opérations de gestion active de la dette. C'est-à-dire que nous remboursons des emprunts à des taux plus élevés qu'aujourd'hui pour les remplacer par des emprunts à taux plus faible.

Les recettes de fonctionnement. Le tableau – vous l'avez sous les yeux – les impôts entreprises représentent 36 %, les impôts des ménages 23 %. Sur les recettes, vous voyez que les impôts et taxes ont augmenté de 3 % par rapport à l'année dernière. Les dotations et compensations de 2 %. Les attributions de compensation des communes et du Département ont augmenté de 10 %.

Deux mots sur les recettes. Ces recettes fiscales. Au total, les taxes ménages nous ont rapporté 141 millions, soit 40 % de la fiscalité directe. Et les entreprises par la cotisation foncière des entreprises, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, la taxe sur les surfaces commerciales, l'IFER (l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau), le versement transport, la part de la taxe des GEMAPI, et la taxe d'enlèvement des

ordures ménagères. Tout ceci représente 211 millions, soit 60 % de la fiscalité directe. Vous avez le tableau qui vous montre cette répartition entre l'ensemble des taux des impôts que nous levons. La taxe transport, représentant 25 % de ce montant.

Au niveau des recettes, les taux d'imposition. Je vous rappelle, mes chers collègues, que pour 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, nous n'avons pas touché aux taux. Ce qui est un acte absolument héroïque qui n'est pas suffisamment souligné. Une fois que c'est fait, on a le sentiment que c'était facile à faire, mais mes collègues Vice-Présidents et le Président peuvent dire que ce n'est pas aussi simple que cela en a l'air.

Monsieur le Président

Nous sommes la seule Métropole en France à avoir fait cela, avec Paris. Mais Paris a l'argent de l'Etat. Nous ne sommes pas dans le même registre.

Max LÉVITA

Donc, taux d'imposition inchangé depuis 2014. Sur le tableau, vous avez...

Cyril MEUNIER

Intervention hors micro

Max LÉVITA

Laissez-moi finir, laissez-moi finir Monsieur Meunier

Cyril MEUNIER

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Oui, pour dire que tu étais contre le 0 %...

Cyril MEUNIER

Si tu veux bien ? Merci beaucoup. Pouvons-nous revenir sur le slide précédent ?

Je vous rappelle que nous sommes à la Métropole. Est-ce qu'une bonne fois pour toutes – et c'est justifié – nous pourrions mettre exclusivement le logo de la Métropole ?

Monsieur le Président

Monsieur Meunier a raison.

Cyril MEUNIER

Sinon vous me mettez celui de Lattes. Il y en a qui ont baissé, il y en a qui ont augmenté. On est dans une intercommunalité. Cela serait gentil. On voulait le faire remarquer.

Monsieur le Président

Tu as raison. C'est une faute des services communication de la Ville.

Cyril MEUNIER

Les services ne répondent qu'aux ordres, tu le sais bien.

Max LÉVITA

C'est la fiche qui a été faite pour souligner cet acte héroïque de la Ville, auquel vous ne rendez pas suffisamment hommage, Monsieur le Maire.

Donc, la taxe d'habitation ville-centre et groupements, mes chers collègues. En ce qui concerne la taxe d'habitation, je vous indique que nous occupons la sixième place des principales Métropoles. Nous sommes derrière Lille. Nous sommes juste devant Nantes, et derrière Toulouse, ce qui est quand même un exploit.

Pour la taxe sur le foncier bâti, c'est un autre problème. Nous ne sommes pas sixièmes, nous sommes troisièmes derrière Grenoble et Nantes. Ajoutez à cela que le bouclier social est confirmé. 12,4 millions ne sont pas prélevés sur le produit de la taxe d'habitation par l'ensemble des abattements qui sont pratiqués, qu'ils soient obligatoires ou facultatifs. Nous avons un abattement général à la base de 7 %, un abattement pour une à deux personnes à charge de 12 %, un abattement à partir de la troisième personne à charge de 17 %, et un abattement spécial de 10 % pour les personnes en situation de handicap. Donc, 12,4 millions non prélevés, soit 15 % du produit total de la taxe d'habitation allouée à la Ville de Montpellier.

Sur la taxe d'habitation, dans le texte. Je vous le confirme. L'évolution de la base de la taxe d'habitation ne répond pas du tout à nos attentes. Il y a un problème. Il y a une situation extrêmement préoccupante, à la fois au niveau de la Métropole et au niveau de la Ville. Il semble que notre base diminue, ce qui est absolument incohérent par rapport au regard que nous avons sur la dynamique démographique de la Ville. Nous avons saisi le Ministre, nous allons accentuer notre collaboration avec la Direction régionale des Finances publiques (DRFIP) pour régler ce problème. Le manque à gagner peut s'élever à plusieurs millions d'euros, ce qui dans la situation actuelle est extrêmement préoccupant, vous en conviendrez.

La taxe entreprise. J'attire votre attention sur le versement transport qui augmente de 1,7 % par rapport à l'année dernière. C'est une évolution assez faible, mais il est compliqué de suivre l'évolution année par année, parce que le résultat d'une année englobe souvent des résultats des années précédentes, ce qui fait que l'évolution n'est pas tout à fait significative. Mais on passe néanmoins de 84 millions en 2014 à 90 millions en 2018.

La taxe de séjour intercommunale. Je vous en parle, pour vous dire qu'on a commencé à fonctionner avec un maintien. A partir du 1^{er} janvier 2019, la taxe est devenue métropolitaine. Nous avons choisi un taux intermédiaire de 3 %. La taxe sur la consommation finale d'électricité s'est élevée à 5,9 millions. Il n'y a que deux communes qui ont transféré cette taxe à la Métropole. Ce sont les communes de Grabels et de Montpellier.

La taxe GEMAPI, nous l'avons inscrite à hauteur de 3 millions, en annexe 6. Monsieur le Maire de Montaud, j'espère que vous avez lu la répartition, le récapitulatif des dépenses GEMAPI présenté au titre de cette taxe. Et nous attendons vos remarques, Monsieur Lussert et moi, pour voir si notre promesse a été respectée. Les dotations et compensations de l'Etat s'élèvent à 61 millions en 2018. 2018, c'est la première année où nous n'avons pas eu une diminution des dotations. Elles ont eu lieu depuis 2014, mais ces dotations sont rentrées maintenant dans l'historique. Je vous rappelle qu'en 2014, on nous a pris 4 millions. En 2015, on nous a ajouté 10 millions. Ensuite, en 2016, en 2017, et en 2018. Au total, c'est 30 millions qui nous ont été enlevés, et si je fais sur tout le mandat, c'est 162 millions qui nous ont été enlevés tout au long de la période. Le financement de la ligne cinq, mes chers collègues, il est là. Ceux qui disent que la ligne cinq aurait pu avoir lieu... Elle aurait pu avoir lieu, soit par une augmentation vertigineuse des impôts, soit il aurait fallu que cette ponction n'existe pas.

Monsieur le Président

Monsieur Lévit, j'ai l'honneur de vous apprendre – et je profite de la présence de tous nos collègues ici rassemblés – que j'ai trouvé des documents très évocateurs sur la ligne cinq. J'ai fait chercher dans les archives. Je ferai une petite communication. Parce que l'autre fois, Julie Frêche m'a fait remarquer un tas de choses en Conseil municipal. Je n'ai pas voulu répondre, parce que ce n'était pas la compétence de la Ville, c'est la compétence de la Métropole. Donc, je répondrai à la Métropole avec des archives qui sont évocatrices, sur lesquelles il y a vraiment le début de la ligne cinq, quand les premières discussions ont eu lieu, et surtout les engagements financiers avec des dates et des signatures.

Max LÉVITA

Donc, tout cela n'était pas finançable sans augmentation d'impôt. Cela n'est pas l'option qui a été choisie. Et là, il y a 162 millions qui nous ont été ponctionnés et qui nous seront ponctionnés *ad vitam aeternam*.

Les recettes issues de la péréquation. Il s'agit du Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC). Cette recette s'est élevée à 6 millions en 2018, soit 0,75 % par rapport à 2017. Pour l'instant nous n'avons pas la répartition du FPIC pour l'année 2019, mais on vous la présentera au cours de la prochaine réunion.

L'évolution des dotations. Vous avez l'évolution des dotations et compensations de l'Etat en rouge, et en bleu l'évolution du fonds de péréquation. Les attributions de compensation versées par les communes s'élèvent à 54 millions en 2018. Il y a une diminution du fait du transfert d'une partie en fonctionnement et l'autre partie en investissement. Cette évolution, elle intègre : les décisions qui ont été prises par les deux CLETC, celle du 29 mai et celle du 27 septembre. La dotation de compensation versée par le Département s'élève à 16,4 millions, qui se distinguent entre les nouvelles compétences, le Fonds de Solidarité au Logement (FSL) et le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) et la culture, 7,7 millions, et la hausse sur la compétence voirie, + 300 000 euros. Les produits des services consolidés s'élèvent à 59 millions pour le budget consolidé et 32 millions pour le budget principal. Le tableau suivant vous montre les principaux produits des services. Le tableau suivant, je vous prie. On ne va pas me le donner. Mais vous l'avez dans le texte, à la page 30.

Parlons de la section d'investissement. Les dépenses réelles d'investissement augmentent de 17 %, de 196 millions à 229 millions d'euros. Pour le budget principal + 33 %, le budget annexe transport on est à

- 7 %, le budget funéraire a disparu puisque nous avons transféré sur une société d'économie mixte. Au total, sur le graphique suivant, vous avez l'évolution des dépenses d'équipement en millions d'euros depuis 2014. Nous sommes partis à 162 millions, 164, 146, 141, 150 millions en 2018. Au total, cela représente 763 millions entre 2014 et 2018. Le tableau suivant vous montre cette répartition suivant les secteurs. Le secteur de l'économie, innovation, attractivité, etc. Vous avez le camembert présenté qui vous montre cette répartition suivant les secteurs.

Les recettes d'investissement. Elles ont augmenté de 31 %, dont les subventions à hauteur de 47 %.

Le fonds de compensation de la TVA. Là aussi le fonds de compensation de la TVA, c'est un chiffre qui n'est pas très significatif, puisque celui de l'année intègre souvent des résultats des années précédentes. Cela n'a pas une très grande signification. On arrive difficilement à suivre.

La taxe d'aménagement, elle a augmenté de 70 %. Un mot sur la taxe d'aménagement. Cette taxe d'aménagement est, comme vous le savez, mes chers collègues, encaissée par la commune, mais la répartition se fait au choix de chacune des communes. Chaque commune a la possibilité de réclamer 100 % ou de laisser 100 % à la Métropole. Cette répartition en second lieu, elle est variable chaque année. Chaque Maire peut modifier d'une année sur l'autre son taux de répartition entre la Ville et la Métropole. Si ce n'est pas un exemple du Pacte de confiance, c'est que je ne sais pas ce qu'est un Pacte de confiance.

Dans le tableau à la page 34, vous avez la répartition, le choix qui a été fait par chaque commune, soit de garder une partie soit la totalité.

Les attributions de compensation mises en place. Elles se sont élevées au titre de l'investissement à 7,2 millions. Les amendes de police se sont élevées à 7 millions. Depuis le 1er janvier 2018, le non-paiement de la redevance n'est plus constitutif d'une amende pénale. Cette amende est remplacée par le forfait post-stationnement.

Le recours à l'emprunt. Il s'est élevé en 2018 à 16,7 millions. 5 millions pour le budget principal, 11 millions pour le budget annexe transport. Au total, l'encours de dette s'élève à 378 millions pour le budget principal, 911 millions pour le budget consolidé. Vous avez le graphique qui montre que nous sommes passés de 972 millions à 911 millions. Autrement dit, nous avons désendetté, c'est-à-dire que contrairement à ce qui se passait en 2014, nous avons préparé le financement de la ligne cinq.

Monsieur le Président

Aïe, ça fait mal ! Ça commence à pincer !

Max LÉVITA

Je vous présente la dette. La dette s'élève donc à 911 millions. La répartition est à peu près entre 50 % pour le budget pour les emprunts à taux fixe, et 50 % à taux variable. Pour les experts, c'est la gestion la moins dangereuse. Taux moyen de 2,5 %. Nous avons 13 prêteurs. 95 % de notre dette est classée en 1A sur la charte Gissler. Autrement dit, à l'heure actuelle, il nous reste un seul emprunt qui est classé en 3E sur cette charte, c'est-à-dire en zone dangereuse. C'est un emprunt qui n'a pas été fait au cours de ce mandat. Il a été fait au cours de mandats précédents. Nous le surveillons comme le feu. Et je vous en parle de temps en temps. Il est suivi pour voir à quel moment nous pourrions en sortir.

Donc, au total, c'est une dette qui diminue, une dette à un taux faible : 2,5 %. C'est une dette qui comporte un seul produit structuré. En 2014 nous en avions trois. On en a donc remboursé déjà deux. Autrement dit, c'est une dette sécurisée qui nous encourage à voir l'avenir avec confiance.

Les indicateurs. Les indicateurs, vous les avez, parce que sur l'épargne brute, on est à 160 millions. L'épargne nette est à 101 millions. L'encours de dette 911 millions. Capacité de désendettement : 5,7 ans. Pour le budget principal, on est en dessous de 4 ans, on est à 3,9 ans. Vous avez une évolution du taux d'épargne depuis 2014. On a commencé à 24 %, on finit à 26 %.

L'évolution de la capacité de désendettement. Nous avons commencé à 8 et nous finissons à 5,7. Je vous renvoie – parce que je n'en parlerai pas – aux annexes, à l'annexe 1 donne qui un résultat 2018 par budget consolidé. L'annexe 2, les grandes masses du compte administratif du budget principal. L'annexe 3 vous donne le détail des relations entre la Ville et la Métropole, c'est-à-dire les remboursements de la Métropole à la Ville et les remboursements de la Ville à la Métropole. L'annexe 4 vous donne la synthèse des mutualisations opérées entre la Ville de Montpellier et la Métropole. L'annexe 5 vous donne les informations relatives aux dépenses à vocation touristique, puisque la taxe de séjour c'est une taxe. Et la taxe ne peut pas être inférieure aux dépenses. L'annexe 6 vous retrace les opérations relatives à la taxe GEMAPI, son produit 3 011 740 euros, ses dépenses 3 115 903 euros. L'annexe 7 vous donne l'état des principaux comptes du bilan. L'annexe 8, le bilan de la dette. L'annexe 9 vous donne le tableau de réalisation des PUP en 2018. Et enfin l'annexe 10 vous donne la présentation du compte administratif 2018, suivant le Code général des impôts. Y figurent notamment les autorisations de programme.

C'était la première partie.

Deuxième partie. Tout cet argent, c'est pour quoi faire ? Trois thèmes : une Métropole qui entreprend, une Métropole qui protège, une Métropole qui fédère.

On commence par le thème Transport et mobilité. Au total, c'est un budget de 94 millions d'euros, qui se marque en 2018. La ligne 4 a été bouclée à hauteur de 2,2 millions d'euros. Les études ont été faites pour la ligne 1 et pour la ligne 5.

Une concertation sur la ligne 5 a été réalisée.

Sur l'exploitation des transports, 57 millions ont été versés à TaM pour l'exploitation du réseau. 47 millions, c'est l'équilibre des contrats. 10 millions, ce sont les compensations tarifaires pour les compensations que nous avons demandées. Nous avons également versé 10 millions au Syndicat Mixte Hérault Transport, dont 8,6 millions d'euros sont remboursés.

Pour les bus. Nous en avons acheté 11 au gaz naturel de ville, 3,1 millions.

Les travaux d'accessibilité, 1,2 million d'euros y ont été consacrés, en particulier au financement du Groupement pour l'Insertion des Personnes Handicapées (GIHP) qui a permis de prendre en charge 83 000 voyages à l'attention de plus de 1 000 personnes handicapées.

Sur le jalonnement et la gestion multimodale des déplacements. Le schéma directeur du jalonnement a été suivi. 2 millions ont été consacrés à l'exploitation, l'entretien, et la maintenance de 479 carrefours.

Enfin, nous gérons 13 parkings, ce qui représente une dépense de 700 000 euros, mais une recette de 5 millions.

Le réseau de recharge pour les véhicules électriques a été et continue à s'étendre. 66 bornes sont aujourd'hui installées, constituant 128 points de recharge. Un nouveau plan vélo a été lancé, dont vous avez le détail. C'est un détail qui change tous les jours parce que la chaleur actuelle des échanges incite à regarder cela de très près. Au total, aujourd'hui, on est à 42 km. Monsieur le Président, je ne vous garantis pas ce chiffre, mais on est à 42 au moins de kilomètres installés sur le territoire.

Le service de location VéloMag a entraîné la dépense de 700 000 euros pour les travaux d'entretien.

L'économie et l'innovation C'est un budget de 33 millions. Je vous rappelle que nous avons avec le BIC un outil remarquable. Il a été classé en 2018 le 2^{ème} incubateur mondial. C'est le budget...

Monsieur le Président

On me dit qu'il y a eu une coupure de courant en régie qui a mis le système à mal.

Max LÉVITA

Vous m'entendez ? Donc, je poursuis.

Un nouveau plan vélo a été lancé – je conclus sur ce paragraphe – dont je vous donnerai le détail le mois prochain avec la présentation du budget supplémentaire.

Sur l'économie. J'en étais au BIC, deuxième incubateur mondial qui se marque sur notre territoire. Ce qu'il faut montrer, c'est le développement extraordinaire de French Tech. Il est difficile de suivre l'effervescence du développement de ce secteur. Ma collègue, Madame Marion, est à votre disposition pour répondre à votre question. La dernière fois que j'ai demandé une statistique. On m'a indiqué 1 500 entreprises installées, depuis une personne jusqu'à 1000, représentant au total 15 000 emplois. Dell étant à 1000, IBM étant à 800. Mais autour, on a des entreprises qui sont à 200, comme Awox ou Matooma. Donc, c'est un domaine qui se développe remarquablement et dont je ne rends pas compte, mais c'est pour des raisons de temps.

Une Métropole tournée à l'international. De nombreuses missions ont été organisées sur San Diego, Boston, Helsinki, Montréal, en Chine, en Russie, qui permettent aux entreprises de créer de futures opportunités d'accès à de nouveaux marchés.

Le marché de l'immobilier d'entreprise a connu une croissance de 28 %. Sur 900 projets d'implantation détectés, 200 ont été réalisés. Vous parlez du contrat de plan Etat-Région. Au total, nous avons mobilisé 15 millions en 2018.

Sur Montpellier Industries Culturelles et Créatives, cette nouvelle filière s'installe. Et vous avez pu voir le premier événement organisé cette année en 2018 avec le Montpellier Industries Culturelles et Créatives.

La Métropole poursuit son action dans le domaine Montpellier capital santé et 400 000 euros ont été dépensés sur l'autorisation de programme correspondante.

Je vous le promets depuis quelque temps – je vais bientôt tenir ma promesse – une étude a été lancée concernant le tourisme. Elle vous sera présentée prochainement afin de mettre au point un schéma de développement et d'aménagement touristique.

Enfin, nous avons choisi le sociétal, c'est-à-dire social et environnement au cœur de la politique de la Métropole, par la Plateforme Métropolitaine Collaborative. Plus de 100 opérations ont été organisées pour des publics en insertion professionnelle.

Et enfin, nous avons lancé l'opération BoCal.

L'aménagement du territoire, c'est un budget de 42 millions. Essentiellement les études, en ce qui concerne la planification touristique, les études concernant la révision du SCoT et les évolutions des PLU communaux sont poursuivies, ainsi que le schéma directeur des modes actifs.

Nous avons mobilisé 3 millions d'aides déléguées de l'Etat pour les logements sociaux et locatifs, à quoi nous avons ajouté 2,2 millions d'euros sur nos fonds propres. Fonds de solidarité de logement à la suite du transfert du Département. 2,2 millions ont été consacrés comme aide aux ménages modestes, ainsi qu'aux associations qui œuvrent dans l'accompagnement social. L'aide à la remise sur le marché de logements privés dégradés, d'une enveloppe financière de 4,8 millions d'euros, nous a été attribuée par délégation de l'Anah, à quoi nous avons ajouté 1,9 million d'euros sur nos fonds propres.

Pour l'aide à la réalisation des résidences universitaires, dans le cadre du contrat de plan, nous avons contribué à la réhabilitation des cités universitaires Boutonnet, Voie Domitienne et Vert-Bois à hauteur de 500 000 euros.

600 000 euros ont été mobilisés pour les études de préfiguration du nouveau projet de rénovation urbaine sur Mosson et Cévennes.

Sur les gens du voyage. C'est un mandat que nous avons confié à la SA3M. 1 million a été réalisé en 2018 et nous avons également financé 300 000 euros pour la sécurisation, la gestion et l'entretien des aires d'accueil existantes.

Les acquisitions foncières : 5,9 millions ont été réalisés, 2 millions sur Montpellier et Fabrègues pour les projets Terre d'accueil des gens du voyage, 2 millions pour les partenariats avec l'établissement foncier Occitanie, 1,2 million sur les secteurs Naussargues, Bel-Air, Juvignac, Saint Georges d'Orques, et sur le secteur Cannabe à Cournonterral.

Sur les mandats et concessions d'aménagement, 10 millions ont été consacrés à la poursuite d'aménagement ou de requalification urbaine, dont 3 millions sur la concession Cambacérès, futur quartier de la gare TGV, 2 millions sur la concession à la French Tech, 1,5 million sur la concession d'aménagement d'Ode à la mer, 500 000 euros à Euromédecine, et 300 000 euros sur la ZAC Cantaussel à Saint-Brès.

Les participations aux PUP pour 2,9M€ en 2018. Ceci fait partie de l'ensemble qui est retracé dans les PUP qui vous sont présentés en annexe 9. Les autres opérations concernent notamment la rénovation énergétique des logements privés dans le cadre de rénovations énergie et des travaux d'extension des réseaux.

Sur la gestion des espaces publics. Au total, c'est une opération qui a représenté un total de dépenses de 75 millions. 2018 aura permis d'ouvrir deux nouvelles autorisations de programme sur les fonds propres de la Métropole, avec la création d'un centre technique métropolitain pour le pôle Plein Ouest, à hauteur de 2,7 millions, et la mise à niveau du parc véhicules de la DAT pour 2 millions. Je ne rentre pas dans le détail des réalisations de cette gestion qui se fait autour des six pôles de la Métropole.

Au total, si je conclus ce paragraphe sur une Métropole qui entreprend, on aura dépensé 150 millions en investissement, 149 millions en fonctionnement, soit un total de 299 millions. D'après les ratios de la Fédération Nationale des Travaux Publics, cela représente 3 000 emplois directs et indirects.

2ème paragraphe : une Métropole qui protège. Je vous parle de l'eau, l'assainissement et la lutte contre les inondations. Au total, c'est un budget de 28 millions acquis avec des réalisations. L'intercepteur Est, le raccordement de Castries à Maera, les travaux d'assainissement. Vous avez le détail dans le rapport qui vous a été soumis.

Les travaux à Maera, la défense extérieure contre l'incendie. Nous versons 16,7 millions au SDIS, et les dépenses concernant les DECI (défense extérieure contre l'incendie) se sont élevées à 1 million.

Environnement et gestion des déchets. C'est un budget de 92 millions. Vous avez là le détail projeté qui retrace des opérations dans nos déchetteries. Nous avons un programme de rénovation des 20 déchetteries de la Métropole, dont le coût global prévisionnel est de 8,5 millions. Nous réalisons ce programme au fur et à mesure dans le temps.

Les points d'apport volontaire. La collecte des déchets, les contrats de prestation de collecte s'élèvent à 21,1 millions, le contrat de nettoyage à 19,4 millions et 200 000 euros dépensés en mobilier urbain. La régie de collecte a investi 800 000 euros en conteneurs et matériel roulant.

Le territoire économe en ressources. 200 000 euros ont été dépensés pour la mise en œuvre d'actions de prévention et de sensibilisation.

Enfin, le traitement des déchets a représenté 400 000 euros d'aménagement sur le casier 2 de Castries, et 800 000 euros pour le centre de tri de Demeter.

Au total, la gestion du centre de méthanisation qui a traité 130 000 tonnes de déchets a représenté un budget de 13,3 millions. Sur le tableau à la page 61, nous vous donnons le détail de ce que l'on peut inscrire dans le développement durable au cœur de nos politiques publiques. Le total est impressionnant. Il est détaillé puisque nous obtenons des opérations pour un total de près de 920 millions qui ont été financés depuis 2014, sans évolution de la fiscalité. Je ne rentre pas dans le détail pour vous épargner, mais le rapport sur ce développement durable est au cœur de la politique d'urbanisme. Il est au cœur de la politique d'agroécologie. Il est au cœur de la politique de mobilité. Il est au cœur de la politique de gestion des réseaux énergétiques. Il est également au cœur de la politique de gestion des déchets et de la politique de gestion des eaux usées.

On est presque à la fin. Troisième et dernier paragraphe : une Métropole qui fédère. Je vous parle de la cohésion sociale. C'est un budget de 1,6 million qui permet de piloter le Contrat de Ville dans les 12 quartiers de la politique de la Ville.

Nous soutenons un certain nombre d'associations qui nous accompagnent. Le Refuge, l'Amicale du Nid, via le Fonds de solidarité du logement.

Le système de téléalarme a fonctionné. En 2018, il a équipé 1 350 habitants de la Métropole, et le Fonds d'Aide aux Jeunes en difficulté a été mis en place pour un total de 300 000 euros.

Il faut bien que je vous parle du cimetière, parce qu'on l'a commencé, c'est un budget total de 37 millions d'euros. 200 000 euros pour les études réalisées en 2018, les travaux se feront pour la première partie en 2019. Les 37 millions vont s'étaler sur les années à venir.

Deuxième sous-paragraphe concernant les sports.

En 2018, nous avons confirmé notre statut de capitale sportive. Il faut dire que l'on y met le prix : 36,5 millions.

Les piscines. Nous avons inauguré la quatorzième piscine à Saint-Brès, la piscine Héraclès, pour 4,3 millions de fin de travaux. Les études pour la réhabilitation du centre nautique Neptune ont été lancées et nous poursuivons le programme d'entretien et d'amélioration technique du réseau de piscine. 1,8 million a été dédié à l'entretien et l'amélioration technique de ce réseau et 2,4 millions au fonctionnement du réseau.

Nous poursuivons les travaux d'accessibilité. 800 000 euros ont été consacrés pour la Piscine Olympique d'Antigone et le Stade de la Mosson.

Des travaux dans nos stades et au Palais des sports. 200 000 euros au Palais des sports René Bougnol. 400 000 au stade de la Mosson pour préparer le Championnat du Monde de la Coupe du Monde féminine et 500 000 euros en entretien de fonctionnement. Et 200 000 euros pour le stade sportif Yves-du-Manoir, à quoi il faut ajouter 400 000 d'entretien et de maintenance. L'effort a été poursuivi en faveur des clubs de haut niveau, et nous avons soutenu les manifestations sportives : 9,1 millions en subventions dont je vous épargne l'énumération parce que je l'ai déjà faite. Et 4 millions de prestations de services pour les différentes opérations. L'Open Sud de France, le tournoi international de tennis féminin, les championnats de France de taekwondo, le Festival des sports extrêmes, le Festikite, etc.

La culture. 76 millions. Ils ne sont pas là pour me soutenir, les Vice-Présidents. Ils s'en vont. Heureusement que je les soutiens, moi, à hauteur de 76 millions pour la culture. Le Conservatoire a un rayonnement régional. Il est inscrit. Les travaux ont commencé en 2018 pour 4 millions. A noter qu'un budget de 5,9 millions a été consacré au fonctionnement du Conservatoire. Nous poursuivons le dispositif pour offrir une offre culturelle pour la jeunesse, à travers l'aquarium, le planétarium, l'écolothèque, le projet pédagogique DEMOS dont on parlera ultérieurement. Il y a un rapport qui y est consacré au cours de cette réunion.

Le réseau de lecture publique. Je vous rappelle, mes chers collègues, que la Métropole anime un réseau de 15 médiathèques métropolitaines. Ce qui a un coût de budget de fonctionnement de 14,4 millions. On a essayé de moderniser la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez, à hauteur de 2,7 millions. Il y a eu des travaux également à la médiathèque Jean-Jacques Rousseau à Montpellier pour 700 000 euros.

Des manifestations d'envergure. Nous avons soutenu les festivals à rayonnement national et international, et nous avons accentué la politique de décentralisation dans les communes de la Métropole. Montpellier Danse qui fonctionne en ce moment en 2019, la Comédie du livre qui a eu un succès remarquable, le festival de Radio France qui va bientôt commencer, et pour le festival Cinemed il faut que vous attendiez fin octobre. Egalement le Printemps des comédiens, qui est en cours et qui est tout à fait remarquable, je vous engage à y aller. L'Agora des savoirs qui continue. Saperlipopette. La Métropole fait son cinéma, la Métropole fait son cirque. Au total, il y a 19,6 millions qui sont alloués aux associations qui œuvrent dans ce secteur.

Pour vous dire un mot sur le Centre d'art contemporain de Montpellier, qui va d'ailleurs être inauguré à 11 heures. Les travaux de réaménagement de l'hôtel Montcalm se sont poursuivis, sous mandat de réalisation de

la SA3M. Ils se sont élevés en 2018 à 1 million. La Métropole verse aussi une subvention de fonctionnement au MoCo, qui s'élève à 2,1 millions, dont 1,6 million qui était auparavant versé à l'ESBAMA. Et vous savez que l'ESBAMA fait maintenant partie du MoCo.

Je vous rappelle les expositions concernant le musée Fabre, en particulier l'exposition Picasso « Donner à voir » qui a été une exposition au succès remarquable. Au total, les dépenses du musée ont été de 8,6 millions. L'orchestre de Montpellier fonctionne avec une subvention de 13,4 millions de la Métropole pour 93 musiciens et 31 choristes.

Concernant le Domaine d'O qui nous a été transféré du Département, nous poursuivons le travail qui est fait. La contribution du Domaine d'O s'est établie à 3,1 millions d'euros en 2018. Et la Métropole soutient les différents festivals qui y sont organisés à hauteur de 2,1 millions, que ce soit le Printemps des comédiens, les Folies lyriques et le Festival Arabesques.

Je conclus sur ce paragraphe.

Nous avons choisi de gérer avec rigueur les finances de la Métropole. Ceci nous a permis de préserver le pouvoir d'achat de nos concitoyens. Les taux de fiscalité sont inchangés pour la cinquième année consécutive. Le bouclier social a été préservé. Les abattements pratiqués entraînent des allègements importants pour les foyers les plus modestes. La baisse de l'eau potable a été confirmée à moins de 10 % pour les communes concernées. La tarification sociale a été maintenue.

Enfin, dernier point. Notre effort en matière de logement social a été confirmé.

Mes chers collègues, j'en viens à la conclusion. En 2014, l'encours de dette a approché le milliard d'euros. Lancer des équipements structurants, comme la ligne 5, sans toucher à la fiscalité était hors de portée pour nos finances. En 2018, la situation a changé. La dette a diminué. Nous pouvons affronter ce dossier, maintenant, où l'encours de dette est projeté : 900 millions. Nous avons donc recréé les conditions d'une politique d'investissement durable de la Métropole. Tout ceci dans le cadre du Pacte de confiance des Maires, où la spécificité de chaque commune a été respectée. Une mobilisation responsable de nos recettes, ainsi qu'une gestion rigoureuse de nos finances nous ont permis de préserver notre capacité d'épargne.

Mes chers collègues. Pour les compétences qu'elle exerce, notre Métropole est au cœur des enjeux de développement durable du territoire. C'est pourquoi nous avons poursuivi en 2018 une action ambitieuse dans ces domaines, malgré les contraintes financières, et dans un contexte de stabilité des taux d'imposition, conformément à nos engagements. En cela, nous voulons – et c'est le moment de le préciser – la réussite du Président de la République et du Gouvernement. Car rien ne se construira sur leurs échecs.

Je dois préciser, mes chers collègues, que j'ai eu l'honneur de présider ce compte administratif. C'est la réalisation du travail réalisé par une équipe tout au long de l'année. Une équipe menée par son Président. Je parle au nom de mes collègues. Je me dois de présenter mes remerciements à cette équipe et à son Président ainsi qu'à l'Administration qui nous a accompagnés. Permettez-moi de remercier, Monsieur le Président, le DGS pour son soutien constant, ainsi que l'ensemble de l'Administration. Permettez-moi de remercier la Direction des Finances qui vous a construit un dossier tout à fait remarquable qui se veut transparent, loyal. Nous avons cherché à vous donner tous les éléments permettant de juger le travail qui a été fait. Ce dossier, nous le voulions loyal, clair, et transparent. Je voudrais remercier Mme Bérégi, M. Domeizel et tous ceux qui ont participé à l'écriture de ce rapport. Mme Leupert, Mme Bernard, Mme Dreux, Mme Ferrier et Mme Rose.

J'ai eu beaucoup de bonheur à travailler avec eux et avec tous les services de la Métropole pour livrer aujourd'hui à votre réflexion le résultat du travail réalisé.

Je remercie enfin, Monsieur le Président pour son soutien tout au long de ces cinq années.

Je terminerai par ce que vous attendez. Mais cette fois-ci, vous avez droit à deux citations, dont une qui est dans le rapport. C'est une citation de Georges Bernanos : « *On ne subit pas l'avenir, on le fait.* » J'espère que je vous l'ai démontré. Et une autre citation que j'ai utilisée, Monsieur le Président, au Conseil municipal la semaine dernière, mais elle a beaucoup plu. Donc je ne vois pas pourquoi je vous brimerais. Le journaliste en a rendu compte en disant que c'était une citation modeste. Mais non elle est les deux. Elle est modeste, et elle est orgueilleuse. Cette citation est de Saint-Augustin. Excusez du peu, arriver à caser Saint-Augustin dans un compte administratif, il faut le faire. Mais la citation vaut le détour. Elle n'est pas de moi. C'est pour cela que je dis que c'est une citation. « *Il vaut mieux claudiquer sur le bon chemin que galoper sur le mauvais.* »

Mes chers collègues, je vous remercie.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

Madame Cassar, Monsieur Domergue, Monsieur Moure. Et je sortirai au moment du vote. Madame Cassar.

Michelle CASSAR

Oui, Monsieur le Président. J'interviens donc sur le vote de notre compte administratif.

En premier lieu, rassurez-vous, la commune de Pignan le votera, puisqu'il traduit en réalité la concordance entre le compte de gestion et le résultat de notre établissement.

Une différence pourrait faire réagir non seulement le contrôle de légalité, mais également la Chambre Régionale des Comptes à l'occasion de leur rapport. Toutefois, on peut en tirer beaucoup de conclusions, puisque le rapport que vous nous proposez fait apparaître un résultat net pour le budget principal de fonctionnement de 20,7 millions.

De plus, pour la partie transport un résultat net de 18 millions. Pour l'assainissement : 8,4 millions, pour l'assainissement non collectif : 100 000 euros, pour les parkings : 1,8 million, et pour l'eau potable : 3,5 millions. Pour l'eau potable, j'aurais aimé pour le budget 2019, qu'on puisse débattre sur le prix du mètre cube à Montpellier, puisque l'on constate un excédent de clôture qui aurait pu permettre la baisse du prix au mètre cube.

En ce qui concerne le fonctionnement général : je ne sais pas si vous savez qu'il y a un fort mécontentement sur le ramassage des ordures ménagères, notamment en ce qui concerne les fréquences et le manque de personnel tant à Montpellier que dans les autres communes. Or, les excédents dégagés dans le budget 2018 auraient pu permettre une amélioration notable de cette compétence en matière d'environnement sans augmenter les impôts. Ne me dites pas que nous ne pouvons pas réglementairement alimenter ce budget environnement par des recettes de fonctionnement général. Nos concitoyens apprécieront, alors que nous avons un excédent budgétaire, que vous n'ayez pas pris en compte ce fort mécontentement dans le cadre du budget 2019.

En matière de voirie : les citoyens constatent également une dégradation de l'entretien de nos espaces verts. Pour l'instant, beaucoup de concitoyens ne savent pas que c'est la Métropole qui a la compétence et continuent à interpellier les maires, croyant que cette compétence est toujours communale. Peut-être est-ce le cas à Montpellier – puisque vous cumulez les deux fonctions – on ne connaît pas trop votre organisation. Mais je rappelle en cette matière que les ressources de la Métropole proviennent des 31 communes et pas seulement de Montpellier. En d'autres termes, il faudrait que chaque habitant des 31 communes soit traité sur un même pied d'égalité. Sur cette question, il serait utile et nécessaire que la Métropole publie par commune le coût de ces compétences. Et en parallèle, nous indiquer le produit des contributions et des aides de l'Etat basé sur le nombre d'habitants pour chacune de ces communes. Ces chiffres devront être vérifiés par une commission citoyenne.

Sur les transports : j'interviens souvent sur les problèmes que nous rencontrons à l'ouest de Montpellier. L'exécutif de la Métropole n'est pas encore suffisamment sensibilisé à cette importante question, alors qu'elle semble plus l'être sur la création d'un nouveau stade. Je constate au compte administratif 2018, un excédent de 18 millions d'euros qui aurait pu servir à améliorer les transports, notamment à l'ouest.

En ce qui concerne le rapport présenté, je reconnais le travail fourni par les services, mais il n'en demeure pas moins que sa présentation n'est pas formulée de façon très claire et compréhensible, contrairement aux autres Métropoles. J'en veux pour exemple le tableau en page 13, qui mentionne les dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement. Or, il s'agit simplement des dépenses qui ne sont pas réelles, contrairement à ce qui est indiqué. Par ailleurs, dans le tableau présenté en page 9, je prendrai un exemple. Celui du budget eau potable. Pouvez-vous m'indiquer pourquoi, alors qu'en dépenses d'investissement, 0 euro sont inscrits, et en recettes 100 000 euros, vous inscrivez au résultat de l'exercice 0 euros ? Et il en est de même dans plusieurs tableaux présentés dans ce rapport.

Enfin, en page 24, vous mentionnez une baisse de 1 400 logements constatée en 2018, ce qui est incohérent, comme d'ailleurs vous le soulignez. Par ailleurs, vous dites avoir saisi le Ministre de l'Action et des comptes publics, ainsi que le Ministre de l'Economie et des Finances. La réponse qui vous a été faite relève les efforts de la DDFIP. Mais en réalité, c'est la conséquence d'un manque de personnel de l'Etat dans cette direction. C'est pourquoi il faut saisir les Députés de la majorité, notamment le Député Vignal qui semble s'intéresser fortement à Montpellier, et qui est entendu par le Gouvernement. C'était d'ailleurs la pratique de votre soi-disant mentor, Georges Frêche, qui n'hésitait pas à saisir les parlementaires à chaque fois qu'un problème de finances pénalisait notre établissement public.

Pour terminer, comme je vous l'ai dit en préambule, la commune de Pignan votera le compte administratif puisqu'il reflète le travail des fonctionnaires et qu'il est conforme au compte de gestion.

Monsieur le Président

Merci, Madame Cassar. Cela me fait plaisir que vous votiez d'autres budgets. Je ne ferai pas de commentaire sur le budget. Mais je fais des commentaires sur Monsieur Vignal. Je peux en parler, de Monsieur Vignal. Il n'est pas dans le budget. D'abord, Monsieur Vignal, c'est un excellent candidat pour la République En marche.

Je l'ai déjà dit. Mais voilà, il n'est plus tout seul maintenant, parce que voilà Monsieur Altrad qui est aussi un bon candidat pour la République En marche. Mais on peut rajouter aussi le Sénateur Jean-Pierre Grand, qui est un excellent candidat pour la République En marche, comme vient de l'écrire Monsieur Benjamin Téoule, journaliste dans *Le D'Oc*. Donc, il y a trois candidats en ligne, et ce sont tous de très bons candidats. Voilà ce que j'avais à commenter.
Monsieur Domergue.

Jacques DOMERGUE

J'interviendrai sur deux points. D'abord, je réponds à Madame Cassar. J'ai été Député pendant dix ans et je n'ai jamais été sollicité par Georges Frêche – peut-être parce que je l'avais battu – pour défendre les intérêts de la Ville. On a toujours été en opposition alors que mon but était aussi de défendre Montpellier. C'est vrai qu'avec Jean-Pierre Grand, il avait un très bon télégraphiste.

Concernant ce que je voulais dire : sur la culture, il y a deux points sur le compte administratif que je voudrais souligner, et qui interpellent. Vous avez dit que 26 % du budget était consacré à la culture. En comparaison, l'économie, ce n'est pas la responsabilité principale de la Métropole, c'est 5 %. Je pense qu'entre 26 et 5, il y a une marge importante. La question qu'on peut se poser est de savoir s'il n'y aurait pas un rééquilibrage à faire, dans la mesure où dans la zone d'activité du Grand Montpellier, l'activité économique est quand même un élément très important.

Vous parliez de l'aéroport qui n'est pas aujourd'hui de la compétence métropolitaine, sur lesquelles la Région a une prévalence ou une priorité. Mais quand nous voyons que la zone de chalandise de l'aéroport, c'est à 90 % l'air de Montpellier Métropole, on peut se poser la question sur la réalité des faits. La Métropole doit développer son activité économique sur son territoire.

Le deuxième point que je voulais aborder, c'est le taux de réalisation qui reste encore relativement faible. Je crois qu'il est autour de 69 %. Certes, cela vous permet de ne pas engager tous les travaux qui étaient prévus et donc de tenir les comptes – nous pouvons vous en féliciter – avec un taux d'augmentation des impôts de 0. Le contrat est respecté, mais tout de même, on voit que le taux de réalisation est faible, et cela s'est traduit par des reports pour la ligne 5 du tramway notamment, ou encore par des hésitations sur le stade.

Voilà les deux points que je souhaitais soulever.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Domergue.

Monsieur Moure.

Jean-Pierre MOURE

Oui, Monsieur le Président, chers collègues. Mon propos concernant ce compte administratif : il s'adresse effectivement à l'importance que revêt un compte administratif, notamment concernant une institution telle que la Métropole de Montpellier. C'est une institution qui a un budget et des comptes solides en termes de masse, en termes de poids par rapport à tout ce qu'incarnent les actions qu'elle peut mener par rapport à l'environnement, et par rapport à l'ensemble de son environnement sur tous les sujets dont elle a compétence. Mon propos tiendra en deux points. Deux points essentiellement.

Le premier, c'est celui relatif au début de votre conclusion et à l'interprétation que vous faites – parce que je trouve la ficelle un peu grosse quand même – sur la réduction de l'encours de la dette. Oui, effectivement, il y a réduction de l'encours de la dette. Mais je pense cela tient essentiellement aux conditions exceptionnelles que nous connaissons depuis quelques années concernant les taux qui sont très bas, concernant les négociations. Et comme toute institution qui se respecte – notamment l'Agglomération devenue Métropole – il est bien évident qu'au quotidien, mois par mois et par année, les services n'ont que le souci de faire en sorte que la dette soit remise au niveau qui est possible. Donc, 60 millions. Elle approchait – vous dites – le milliard. C'est-à-dire 972. Elle est à 911. Cela ne fait quand même que 61 millions d'écart. 61 millions d'écart ramenés à ce qu'est le budget et les comptes administratifs de la Métropole, ce n'est pas considérable.

Le deuxième point, c'est celui – en regard de cela d'ailleurs – qui concerne directement le rôle d'une Métropole. C'est de s'attacher essentiellement aux grands investissements structurants de son territoire, parce que c'est là qu'elle est attendue. Tout est important au niveau de la Métropole. Tous les sujets d'actualité le sont, mais leur importance se situe par rapport à l'avenir, et comment cet avenir est rendu possible par des réalisations qui modifient la donne dans le sens positif, qui font avancer le dispositif. Or, si je reste sur le plan comptable – j'avais déjà eu l'occasion d'y revenir ici et récemment à la Ville de Montpellier – qu'est-ce qu'on constate ? On constate que des grands investissements ne sont pas encore tout à fait calés, sur le plan financier. Il y a eu des retards. Il y a eu des remises en cause. Il y a eu des suppressions. Mais je regarde la ligne 5. La ligne 5, au-delà de toutes les péripéties qu'il a pu y avoir, par rapport au point de départ, c'est 80 millions de plus. Le

Contournement Ouest, on l'évoquait l'autre jour. C'est 70 millions de plus que ce qui était prévu, cela fait 150. Je cite juste ces deux chiffres, parce que cela fait une petite parenthèse de comparaison avec les 60 millions que vous évoquiez. Puis l'extension de la ligne 1, la déviation Est, le LICOM qui a disparu des radars dans le cadre de la compétence entre le Département, la Voirie départementale et la Métropole.

Les sorties de l'A9 de Montpellier, cela me semble correspondre à un intérêt majeur. Au-delà de l'amélioration de la mobilité sur la façon d'assurer de manière pérenne et efficace la sortie et la rentrée de Montpellier sur l'A709 au niveau d'Odysseum, au niveau peut-être de Saint Jean de Védas.

C'est aussi la Départementale numéro 5 entre Cournonsec et Montbazin, dont la première partie qui concerne le Département est terminée, et dont on attend depuis 5 ans qu'elle soit réalisée, dans des conditions de sécurité pour les usagers qui sont pour le moins difficiles à imaginer comme sécurisées.

C'est toute cette série de grosses opérations d'investissement qui sont devant nous. Alors effectivement, le compte administratif, on peut s'en satisfaire, mais je dis attention pour la suite. Parce que directement, cela ne sera pas notre institution qui aura à financer seule ces investissements que je viens de citer – je pourrais en citer d'autres – mais elle devra y participer de manière notable. Et là, à un moment, il faudra aligner des chiffres. C'est pour cela que – en situant dans le temps le rôle et les financements et l'état des finances de la collectivité, que je connais particulièrement bien – je me permettrai de vous dire que je m'abstiendrai quant aux conclusions un peu trop satisfaites que l'on nous présente aujourd'hui. Moi je suis quand même très vigilant par rapport à ce qui va se passer dans l'avenir, notamment sur les longs délais qui amènent les gens à attendre des investissements dont on parle toujours et qui ne sont pas réalisés. C'est le rôle des élus, à un moment. Et je l'avais dit il y a 2 ans. Je crois que les institutions – quelles qu'elles soient – devraient quand même avoir une certaine volonté de raccourcir le temps entre l'analyse d'une situation, la nécessité de la réaliser, et le temps pour la réaliser. C'est là qu'on mesure, effectivement, si les collectivités ensemble sont en situation mature de gérer le problème ou pas.

Voilà ce que je voulais dire par rapport à ce budget. Et je n'oublie pas les contraintes et les suggestions auxquelles l'agglomération et ensuite la Métropole ont été soumises. Les 162 millions que vous avez cumulés, effectivement, c'est une contrainte qui a pesé et qui pèse sur la Métropole, qui pèse sur toutes les collectivités. J'espère effectivement que l'effort de redressement de l'Etat va s'arrêter là, parce que sinon, cela poserait des problèmes. Mais je ne suis pas du tout certain, à travers la réforme qui va intervenir, que derrière les vocables et les données qui accompagneront ce débat sur la réforme, on sera encore stable pour l'avenir à moyen et long terme sur les finances publiques.

Voilà. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Moure. Je cède donc la place à Max Lévit.

Ce n'est pas l'envie que j'ai, croyez-moi. Mais la loi me l'interdit, je suis obligé de sortir.

Le Président quitte le Conseil.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Si vous me le permettez, juste avant de donner la parole à Max, je voudrais répondre à Michelle Cassar concernant le prix de l'eau. Puisque cela me fait drôle, que ce soit Michelle qui en parle, puisqu'elle n'est même pas sur la Régie de l'Eau. Elle est sur SBL, et le prix de l'eau à SBL représente quand même le double de celui de la Régie. C'est quand même une grosse différence. Alors, il est un fait...

Michelle CASSAR

Intervention hors micro

Jackie GALABRUN-BOULBES

Je vais donner l'explication, si tu veux. Effectivement le prix de l'eau a été baissé de 10 %. Nous aurions très bien pu le baisser encore, cela aurait été un acte politique fort qui aurait peut-être servi pour les élections. Mais nous avons préféré ne pas le toucher, parce qu'on a en vue de forts investissements, entre autres une usine de potabilisation. Nous avons donc décidé de garder le prix le plus longtemps à ce stade-là, c'est-à-dire un prix bas et stable.

Valérie BARTHAS-ORSAL

Je souhaiterais également répondre à Madame Cassar qui dit que les habitants de la Métropole et de la Ville de Montpellier se plaignent de la collecte des ordures ménagères, qui à certains endroits n'a lieu qu'une fois

par semaine. Mais Madame Cassar, c'est un contrat qui date du 1er janvier 2016. C'est votre voisin de gauche qui vient de sortir. Je regrette qu'il soit sorti. C'est Monsieur Meunier qui l'a mis en place. Ha, je n'avais pas vu. C'est Monsieur Meunier qui l'a mis en place.

Michelle CASSAR

Rien n'empêche de revenir dessus...

Valérie BARTHAS-ORSAL

Mais Madame Cassar, ce que vous ne savez pas, c'est que c'est un contrat qui a été signé sur une durée de 7 ans. Donc, oui on pourrait peut-être revenir dessus, mais pas tout de suite.

Max LÉVITA

Laissez-moi présider paisiblement, sinon on ne va pas s'en sortir.
Monsieur Meunier, vous avez été mis en cause. Vous avez la parole.

Cyril MEUNIER

Oui, je vais répondre tranquillement à ma collègue Valérie Barthas, avec laquelle on s'occupait de la propreté les trois premières années du ramassage des ordures ménagères. Nous étions dans une politique – Max ne va pas me contredire – où il fallait qu'on fasse des économies et où il fallait également qu'on investisse dans le geste écologique. On peut se plaindre des conditions de ramassage des ordures ménagères, mais ce qui a dicté notre politique – que nous avons tous votée ici, que ce soit moi qui à l'époque était Vice-Président ou pas – c'était d'amener les gens à trier plus. Et l'un des moyens que l'on avait trouvés et qu'on avait tous validés...

Valérie BARTHAS-ORSAL

Intervention hors micro

Cyril MEUNIER

Mais je ne vous parle pas de Madame Cassar. Je ne te parle pas à toi. Et les réponses un peu politicardes du type : « c'était Meunier qui était Vice-Président », cela ne sert à rien, Valérie. On travaillait la main dans la main. Moi je ne t'ai jamais brocardée depuis...

Fabien ABERT

Intervention hors micro

Cyril MEUNIER

Merci, merci, toi tu te tais. Et donc, moi je ne t'ai jamais brocardée depuis. Je t'ai soutenue dans tes choix, etc. Soyons clairs. On avait décidé conjointement qu'on retirait sur les zones pavillonnaires une collecte sur deux de la poubelle grise pour pousser les gens à utiliser la poubelle jaune. Je crois qu'en ce sens, on va vers la satisfaction. Ensuite, le degré d'insatisfaction dont parlait Michelle doit revenir à ses oreilles. Cela ne me revient pas sur Lattes. Je ne sais pas si cela vous revient à vous ou sur d'autres endroits. On a le droit de discuter sans s'envoyer des anathèmes, sans s'attaquer personnellement sur les choses. Restons à peu près corrects. Merci.

Max LÉVITA

Cette précision étant donnée, je n'ai pas compris l'intervention de Madame Cassar, mais c'est de mon fait. Je n'ai pas compris, c'est la fatigue, on est en fin d'après-midi.

Monsieur Domergue, vous avez certainement raison. Encore que la réglementation concernant l'intervention économique est singulièrement plus pointue, plus exigeante, et les Métropoles ne peuvent plus trop faire ce qu'elles veulent dans ce domaine. Vous le savez parfaitement.

Le taux de réalisation, mon cher collègue, si je l'inscris, c'est parce que c'est un message. C'est vrai qu'il n'est pas remarquable et cela signifie le travail qu'il y a à faire pour l'améliorer.

Quant à Monsieur Moure. Jean-Pierre, décidément, tu avais fait cette intervention il y a 7 ans, lorsque tu étais Président. J'avais fait l'intervention inverse. Parce que je n'étais pas dans ton opposition, mais je n'étais pas d'accord avec toi. Le problème, c'est : l'investissement, l'investissement, l'investissement ! Ça, mon cher collègue, c'est une vision des années 70 ! L'investissement à tout va, c'est bien quand on a l'inflation. C'est bien, parce que l'inflation permet de financer. Aujourd'hui, c'est légèrement différent. Notre problème se situe au niveau des décisions qui sont prises. Par exemple avec le Président de la République. Là, ils viennent

d'accorder 17 milliards de supplément par rapport à son budget. Le problème des 17 milliards, c'est ce qui va venir derrière en termes de ressources. Soit le coefficient est supérieur à 1, et donc avec 17 milliards investis, on en récupère 20 milliards. Dans ce cas : chapeau. Or, là, toutes les études mondiales montrent dans les pays développés que ce coefficient est inférieur à 1. Donc, on a mis 17 milliards. On va en récupérer 14, 15, cela fait 2 milliards de perdus. Cela fait 2 milliards que l'on ajoute à la dette. Aujourd'hui on s'en sort parce qu'on a des taux d'emprunt qui sont faibles. Combien de temps cela va durer ? Cela, personne ne le maîtrise. Et le Président de la République non plus.

Le problème, c'est que nous sommes imprudents. C'est une gestion, c'est une vision. On investit, on investit, et on investit... Après, le seul ennui, c'est qu'il faut rembourser et qu'il faut payer l'emprunt.

Nous ne sommes pas d'accord, et je respecte votre point de vue. Vous n'êtes pas le seul à avoir cette vision – que j'estime folle – d'investir. Je la conteste, et en plus en étant aux Finances, je la conteste deux fois plus. Je crois que ces deux positions sont respectables. Elles sont antagonistes. Vous êtes dans l'opposition, Moi je suis dans la majorité, et c'est mon point de vue qui est passé. Cela aurait pu être l'inverse, mais ce n'est pas l'inverse. Je conteste votre analyse. C'est vrai que si on avait la ligne 5, on aurait la ligne 5. Il faut la financer. Puis la ligne 5, elle n'est pas rentable. Cela ajoutera au déficit du budget Transport.

Donc, là, c'est 1970. C'est Delors en 1983 qui a arrêté cette plaisanterie. On ne va pas y revenir si vous voulez bien.

Je vous fais voter.

Jean-Pierre MOURE

Je ne suis pas en train de promouvoir l'investissement pour l'investissement. Il y a des choix d'investissement. Parmi ceux que j'ai listés qui occasionneront des dépenses normalement assez importantes, il y a peut-être une autre façon de régler le problème, c'est celui de répartir différemment les financements de ces dossiers entre les collectivités. Pas que chacune donne une part du pot à tel ou tel dossier. Et que peut-être on sélectionne davantage. Je considère actuellement que le contrat de plan, par exemple, entre la Région et la Métropole – et le Département pour une partie moins importante – n'est pas forcément calé sur la préoccupation légitime que tu évoques, à savoir qu'il faut peut-être moins faire sur certains aspects, mais beaucoup plus et plus vite sur d'autres. C'est un choix que doivent partager les collectivités. Et il y a une institution qui serait à même de pouvoir régler ou régenter cette question-là, c'est l'Etat qui a un rôle de régulateur. Manque de pot, je considère qu'il le joue de moins en moins.

Max LÉVITA

Bien.

Mes chers collègues, je vous fais voter. Je vais vous faire voter le total des dépenses de la section d'investissement. Elles s'élèvent à 233,6 millions, et en restes à réaliser, 59,207 millions. Y a-t-il des votes contre ? Y a-t-il des abstentions ? 17 abstentions.

Deuxième point, je vous fais voter les recettes de la section d'investissement. 213,084 millions, et en restes à réaliser 9,56 millions. Quelqu'un a changé son vote ? Même vote ? Même vote.

Cela nous rappelle des souvenirs.

Section de fonctionnement et dépenses, 404,575 millions en réalisation de l'exercice, 1,054 million en restes à réaliser. Même vote ? Même vote.

Je vous fais voter les recettes de la section de fonctionnement. 496,513 millions en réalisation de l'exercice. Même vote ? Même vote.

La décomposition de l'exercice. Je vous lis simplement les résultats nets. En investissement, -70,153 millions, et en fonctionnement 90,883 millions. Au total 20,729 millions. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est mise aux voix section par section et adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Abstentions : 18 voix

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Michelle CASSAR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Thierry QUILES, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE 3 : FINANCES – COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2018 – BUDGET ANNEXE TRANSPORT – APPROBATION

Mme C. CLARAC entre en séance.

Max LÉVITA

Je vous fais voter maintenant l'affaire numéro 3. Le compte administratif pour le budget annexe transport. Les dépenses : 95,053 millions, et en restes à réaliser 4,664 millions. Y a-t-il des changements de vote par rapport au premier ? Non ? Même vote ? Même vote.

La section d'exploitation en recettes. 124,589 millions. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement dépenses : on est à 75,636 millions, et restes à réaliser 4,84 millions. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement recettes : 69,661 millions en réalisation de l'exercice et 3,9 millions en restes à réaliser. Même vote ? Même vote.

Au total : -6,915 millions en investissement, et 24,871 millions d'euros en fonctionnement. Le total s'élève à 17,957 millions. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Abstentions : 18 voix

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Michelle CASSAR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Thierry QUILES, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE 4 : FINANCES – COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2018 – BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – APPROBATION

M. J. MALEK sort de séance.

Max LÉVITA

Je vous fais voter le compte administratif et le compte de gestion concernant le budget annexe assainissement. Dépenses : 13,164 millions en réalisation de l'exercice, et reste à réaliser de 53 454 euros. Même vote ? Même vote.

Section d'exploitation recettes : 40,060 millions. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement dépenses : 25,716 millions, et restes à réaliser 8,660 millions. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement recettes : 15,964 millions. Résultat de l'exercice : -18,411 millions en investissement, et 26,842 millions en fonctionnement. Au total : 8,431 millions. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Abstentions : 18 voix

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Michelle CASSAR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Thierry QUILES, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE 5 : FINANCES – COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2018 – BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – APPROBATION

Mme R. BUONO sort de séance.

Max LÉVITA

Compte administratif, compte de gestion concernant le budget annexe assainissement non collectif. Section d'exploitation dépense : 51 157 euros. Même vote ? Même vote.

Recettes : 141 401 euros. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement dépenses : 34 663. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement recette : 42 412. Même vote ? Même vote.

Au total : l'investissement est positif à 7748. Le fonctionnement à 90 243. Un total de 97 992. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Abstentions : 18 voix

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Michelle CASSAR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Thierry QUILES, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE 6 : FINANCES – COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2018 – BUDGET ANNEXE PARKING – APPROBATION

Max LÉVITA

Comptes administratifs et comptes de gestion concernant le budget annexe parking. Dépenses : 482 000 euros. Même vote.

Recettes : 2 315 075. Même vote ? Même vote.

Investissement, dépenses : 46 401. Même vote ? Même vote.

Recettes. Il n'y en a pas pour la section d'investissement. Donc, au total on a -46 401 euros en investissement, 1,832 million en fonctionnement, ce qui fait un total de 1,785 million. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Abstentions : 18 voix

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Michelle CASSAR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Thierry QUILES, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE 7 : FINANCES – COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2018 – BUDGET ANNEXE EAU POTABLE – APPROBATION

M. J. MALEK entre en séance.

Max LÉVITA

Ensuite, le dernier budget annexe, c'est l'eau potable.

Section d'exploitation, dépenses : 1,19 million. Même vote ? Même vote.

Recettes : 4,229 millions. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement, dépenses : 30 477 euros pour les réalisations de l'exercice 2018 et 149 250 euros en restes à réaliser. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement, recettes : 635 950 euros. Même vote ? Même vote.

Au total, nous avons en investissement 456 222 euros en plus, plus 3,038 millions en fonctionnement, ce qui nous donne au total 3,495 millions. Même vote ? Même vote.

Mes chers collègues, je vous remercie pour votre attention.
Nous attendons le Président. Monsieur Rouilleault, profitez-en.

Henri ROUILLEAULT

Puisque nous attendons Monsieur le Président, j'en profite pour donner une explication de vote. En ce qui me concerne, j'ai voté pour et je voulais dire pourquoi. Ma réserve principale, c'est le retard qui a été pris sur la ligne 5, la prolongation de la ligne 1, et les pistes cyclables. Mais sur ces sujets-là, les choses évoluent dans le bon sens. Donc, mon vote a été tourné vers l'avenir. Par contre, je ne pense pas que l'argumentaire soit convaincant sur le fait qu'à 1 milliard d'encours de dette, nous ne pouvions pas financer la ligne 5, et qu'à 900 millions, nous le pouvons maintenant.

Je pense que le vrai sujet, c'est que nous avons pris du retard.

Max LÉVITA

Vous avez raison, Monsieur Rouilleault. Monsieur Grand – cela m'embête d'en parler, parce qu'il n'est pas là – mais il m'indiquait : *« je ne vois pas pourquoi tu t'ennuies comme ça ! Tu n'as qu'à emprunter 2 milliards et comme ça tu es tranquille ! »*. Le problème, c'est que la réglementation française n'est pas tout à fait celle-ci. Comme c'est un Sénateur, cela m'inquiète un peu, mais les finances étant méprisées d'une manière générale par tout le monde dans ce pays, on peut dire n'importe quoi. Vous avez raison : 990 millions, 911 millions... c'est la même chose !

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Lévit.

Je remarque qu'il n'y a eu aucun vote contre. Je voudrais tous vous remercier, parce que vous auriez pu vous exprimer d'une autre façon. Vous avez été responsables.

Ensuite, pour revenir sur les propos que tu viens de tenir, Max, c'est ce qui me surprend tout le temps. Parce qu'il y a énormément de politiques – gauche et droite confondues – qui sont extrêmement généreux avec l'argent public, mais qui sont incroyablement radins. J'en connais qui font payer le journal et le café à leurs chauffeurs ! Quand même... Alors, qu'est-ce que vous voulez ? Tout est possible.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Abstentions : 18 voix

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Michelle CASSAR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Thierry QUILES, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE 8 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY – EXTENSION LIGNE 1 – NOUVEAU PROFIL DU COURS DE GARE TENANT COMPTE DES MODES ACTIFS – NOM DES DEUX NOUVELLES STATIONS DE TRAMWAY – APPROBATION

M. P. SAUREL entre en séance.

Mmes R. ILLAIRE, V. DEMON et M. LANNELONGUE sortent de séance.

Monsieur le Président

Monsieur Rico vous propose l'extension de la ligne 1, et de donner comme nom des deux stations de tram : *« gare Montpellier Sud de France »* et *« Cambacérès »*. Y a-t-il des avis contraires ? Des abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE 9 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – LIGNE DE TRANSPORT A LA DEMANDE (TAD) – ARRÊT COMMUNE DE TEYRAN – NOUVELLE CONVENTION D'AUTORISATION D'EMBARQUEMENT ET DE DÉPOSE DE PASSAGERS – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme M. CASSAR sort de séance, le pouvoir de Mme I. TOUZARD accordé à Mme M. CASSAR est temporairement annulé.

Mme P. DANAN sort de séance, le pouvoir de Mme S. BOUALLAGA accordé à Mme P. DANAN est temporairement annulé.

Mme DRAY-FITOUSSI sort de séance, le pouvoir de M. R. COTTE accordé à Mme DRAY-FITOUSSI est temporairement annulé.

Mme C. NAVARRE, MM. H. MARTIN et H. ROUILLEAULT sortent de séance.

Monsieur le Président

Il s'agit de la ligne de Transport à la demande (TAD), arrêt de la commune de Teyran. Vous savez que les bus de la TaM passent par Teyran, mais comme Teyran n'est pas dans l'agglomération, ils ne s'arrêtent pas. On avait pris avec la Communauté d'Agglomération du Grand Pic Saint-Loup un accord pour qu'on desserve – moyennant convention – la commune de Teyran. C'est un accord entre le Pic Saint-Loup et nous, on le renouvelle. Oui, Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Oui, Monsieur le Président, mes chers collègues. Vous dites que c'est le renouvellement. Pourtant, dans cette délibération, il y a une phrase qui m'inquiète. Si quelqu'un peut me l'expliquer. « *Dans le cas de la mise en œuvre de nouveaux contrats de délégation* » donc ce n'est pas un renouvellement, c'est un nouveau contrat « *le service public conclu entre la Métropole et la TaM, la ligne de TAD 27 sera créée en substitution de la ligne 36.* » Et donc là, je m'inquiète parce que j'apprends ici même qu'elle se substitue à la 36. La 36 disparaît. La 36, c'est la ligne Transport à la demande, qui fait Montaud – Saint-Drézéry, qui descend Clapiers, et qui rejoint Charles de Gaulle à Castelnau, qui est très importante pour tous les habitants qui sont un peu isolés et loin du pôle multimodal de Baillargues. Donc, si c'est une substitution, cela veut donc dire – si je comprends la phrase – qu'elle disparaît. Moi je vote contre, dans ce cas-là.

Monsieur le Président

Non seulement elle ne disparaît pas, mais dans le nouveau contrat TaM, on offre plus de services à toutes les communes, y compris la vôtre. Je l'ai fait passer en Conférence des Maires tout cela, je vous signale.

Joël RAYMOND

Il est possible de modifier cette phrase dans la délibération, s'il vous plaît.

Monsieur le Président

Si cette phrase pose un problème, je demande aux services de la regarder. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix.

NPPV : 14 voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Arnaud MOYNIER, M. Eric PENSO, Mme Véronique PEREZ, M. Jean-Pierre RICO, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEF.

AFFAIRE 10 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY 5ÈME LIGNE – COMMISSION D'INDEMNISATION À L'AMIABLE – CRÉATION DE LA COMMISSION – DÉSIGNATION PARTIELLE DES MEMBRES DE LA COMMISSION – APPROBATION

*Mme DRAY-FITOUSSI avec le pouvoir de M. R. COTTE entre en séance.
Mme C. LEVY-RAMEAU sort de séance.*

Monsieur le Président

Monsieur Rico vous propose pour la ligne 5 du tramway de mettre en place la Commission d'indemnisation, avec Monsieur Lévi qui représente la Métropole, Monsieur Philippe Sauveplane, personnalité compétente titulaire, Madame Sandy Camus-Mercier, personnalité compétente suppléante.

Il s'agit par cette délibération de fonder la Commission d'indemnisation, puisqu'il y a des acquisitions foncières. Que n'avez-vous fait les acquisitions foncières ? Cela nous aurait fait gagner du temps.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

Monsieur Petit, vous n'êtes pas d'accord ? Je refais voter.

Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : M. Éric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

NPPV : 1 voix.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Véronique PEREZ.

AFFAIRE 11 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – GEMAPI – MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE – PRINCIPE DE DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DES TERRES DE L'ÉTANG DE L'OR (SIATEO) AU 31 DÉCEMBRE 2019 – APPROBATION

Mme R. ILLAIRE entre en séance.

Monsieur le Président

Monsieur Lussert vous propose dans le cadre de la GEMAPI, et surtout du principe de dissolution du Syndicat Intercommunal d'Assainissement des Terres de l'Étang de l'Or, le SIATEO, de mettre en œuvre la feuille de route.

Qui demande des précisions particulières au rapporteur Vice-Président ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix.

NPPV : 2 voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jérémie MALEK, M. Jean-Pierre RICO.

AFFAIRE 12 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) LA CASA DE LOS ARTIST – SOCIÉTÉ HECTARE – COMMUNE DE BAILLARGUES – APPROBATION DE LA CONVENTION DE PUP ET DE LA CONVENTION DE REVERSEMENT À LA COMMUNE – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN entre en séance.

Monsieur le Président

Ensuite, il s'agit du PUP « la Casa de los Artist », société Hectare, sur la commune de Baillargues.

Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE 13 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE COURNONTERRAL – MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – APPROBATION

Mmes R. BUONO, C. NAVARRE, P. DANAN avec le pouvoir de Mme S. BOUALLAGA et M. H. ROUILLEAULT entrent en séance.

M. J. VERA sort de séance.

Monsieur le Président

Commune de Cournonterral. Modification n°1 du Plan local d'urbanisme.
Oui, Monsieur Breysse.

Thierry BREYSSE

Oui, Monsieur le Président, chers collègues. On va mixer le parc d'activités – qui intègre les PME d'artisanat locales – avec un monde agricole. Donc, cela a du sens. Sur l'ancienne déchetterie qui est dans la ZAC, on va implanter une oliveraie bio qui sera protégée et soignée par un viticulteur. Sur ce site, j'ajoute que nous avons déplacé le service technique et la caserne des pompiers intercommunale. Cette société est à proximité d'une piste cyclable qui bientôt fera depuis Lavérune jusqu'à Montbazin, 16 kilomètres. Je voudrais remercier la Vice-Présidente Chantal Marion pour le travail qu'elle a effectué, les services de la Métropole, SA3M, et sur le territoire Monsieur Perez.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Breysse. C'est pour répondre à Monsieur Moure sur Montbazin, parce que...

Jean-Pierre MOURE

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Mais arrêtez... mais Monsieur Moure, si vous aviez fait autant de choses, vous auriez gagné les élections ! Comment ça, c'est un autre débat ? C'est un débat public. Je vais sortir les archives, cela vous calmera ! Alors, l'affaire 13, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.
Regardez ça, on fait du bruit, on fait du bruit, mais on vote pour !

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE 14 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – CESSION D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE CADASTRÉE BB N°337, SISE COMMUNE DE VENDARGUES – EXTENSION DE BIOCACHE – ZONE D'ACTIVITÉS DU SALAISON

M. J. DOMERGUE entre en séance.

Monsieur le Président

Je vous annonce que je viens de déposer plainte pour la statue de Lili qui s'est fait couper la tête. Je ne l'ai pas dit dans mes tweets, parce que les tweets c'est trop petit. Il faudrait que ce soit plus grand. On ne peut pas tout exprimer en quelques caractères. Mais l'acte lui-même de détruire une statue et une œuvre d'art, c'est un acte extrémiste. Et couper la tête – même symboliquement – à une femme, c'est pire que cela. Cela renvoie à des images et à des comportements d'un autre temps, d'un autre monde. C'est inacceptable. Celui-là, ou celle-là, n'a rien à faire à Montpellier. Qu'il ou qu'elle passe son chemin.

Affaire 15. Session d'une partie de parcelle cadastrée BB 337. Qui demande des précisions ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE 15 : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – EXTENSION DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ KAWNEER À VENDARGUES – NOUVELLE CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Extension des activités de la société Kawneer à Vendargues. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE 16 : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – AVENANT À LA CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR LE SOUTIEN À LA MANIFESTATION STATE OF THE MAP 2019 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Marion vous propose l'avenant à la convention d'attribution d'une subvention de fonctionnement pour le soutien à la manifestation State of the Map 2019. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE 17 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit du soutien aux manifestations, attribution de subventions. ECPA, Montpellier, 8 au 11 juillet 2019 : 1000 euros. Et GPCR Physiomed, du 9 au 11 octobre, 1000 euros.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

NPPV : 2 voix.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Chantal MARION

AFFAIRE 18 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – APPEL À PROJETS 2019 DU CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – FONDS MÉTROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES – ACTIONS COLLECTIVES 2019 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – APPROBATION

Monsieur le Président

Appel à projets 2019 du contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Il s'agit du Fonds métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ) que nous avons transféré du Département à la Métropole. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE 19 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – SIGNATURE D'UNE CONVENTION GLOBALE ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET L'ASSOCIATION SOLIDARITÉ DOM TOM – APPROBATION

Monsieur le Président

Une vraie ratière, cette investiture LREM. Il y en a qui s'y précipitent. Il y en a qui demandent des médiateurs. Ils veulent tous y aller. Une énorme ratière. J'avertis sans frais, je ne prendrai pas d'honoraires.

Affaire 20. Signature d'une convention globale entre la Ville de Montpellier, la Métropole et l'association Solidarité DOM-TOM. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE 20 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – ADHÉSION AU CLUB DES TERRITOIRES URBAINS ENGAGÉS DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET ÉCOLOGIQUE – ADEME OCCITANIE – SIGNATURE DE LA CHARTE – DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT

Mme V. DEMON entre en séance.

Monsieur le Président

Madame Jannin vous propose d'adhérer au Club des territoires urbains engagés dans la transition énergétique et écologique. Vous êtes tous d'accord ? En sachant que nous vous proposons la candidature de Madame Jannin pour nous représenter, et pour me représenter.

Qui demande un vote à bulletin secret ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Madame Stéphanie JANNIN est élue.

Pour : 80 voix

AFFAIRE 21 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « CASALEZ » – 1348 ROUTE DE MONTPELLIER À PRADES-LE-LEZ – GARANTIE D'EMPRUNT À LA SAS COOPÉRATIVE « LEZ'COOP » – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme P. MIRALLES sort de séance.

Mme I. GIANIEL sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. J. DOMERGUE.

Monsieur le Président

Monsieur Ségura vous propose la construction de neuf logements sociaux.
Monsieur Ségura.

Noël SÉGURA

Oui, Monsieur le Président, je voulais d'abord vous informer que ce matin, je vous représentais au CRRH à Carcassonne, pour faire valider le PLH, accompagné d'Yves Nurit et de Bruno Le Roy. Nous n'avons eu aucune observation de l'Etat, si ce n'est en direction de la Ville de Saint Georges d'Orques. Mais c'est une affaire entre l'Etat et la commune qui devra réajuster ses logements sociaux. Mais pour nous, en ce qui nous concerne, à l'unanimité, il a été voté.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Ségura. Merci, Monsieur Nurit.
Monsieur le Maire de Saint Georges.

Jean-François AUDRIN

Que les choses soient claires, nous sommes actuellement à un taux d'environ 11 % de logements sociaux à Saint-Georges. Nous n'avons pas pu valider notre plan triennal du fait des recours que nous avons eus contre nos constructions. Ce n'est pas de notre fait, nous ne sommes pas contre les logements sociaux, mais les recours ont fait que... Et cela fait maintenant plus de 8 ans qu'on se bat contre des personnes qui ne veulent pas de logements sociaux autour de leur propre maison.

Monsieur le Président

Merci pour cette précision. Heureusement qu'il y a mon école qui abritera des logements sociaux.

Jean-François AUDRIN

Ils seront livrés le 1er septembre, dans cette ancienne école.

Monsieur le Président

Je voudrais féliciter la première Vice-Présidente – Présidente de la Régie publique de l'Eau – pour les nouvelles carafes de la Régie publique de l'Eau. Elles sont très belles. Je sais que Madame Le Néouannic a beaucoup travaillé sur le sujet. Il faudra cependant demander à Pascale de prévoir pour la prochaine mouture un petit bec verseur. Parce que sinon, on en met partout.

Je mets aux voix l'affaire 21. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

NPPV : 2 voix.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL,
Mme Véronique PEREZ.*

AFFAIRE 22 : LOGEMENT – OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2013-2019 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE TRENTE-SIX LOGEMENTS SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA MÉTROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire ». Attribution de subventions. Monsieur Ségura m'arrête quand il veut. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE 23 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 – QUARTIERS COURREAU / FIGUEROLLES / NORD-ECUSSON – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE DEUX COPROPRIÉTÉS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Opération programmée d'amélioration de l'habitat, pour le quartier Courreau, Figuerolles, Nord Ecusson. Attribution de subventions, 5450 euros. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE 24 : FINANCES – PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS DE LA COMMUNE DE LATTES NÉCESSAIRES À L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Procès-verbal comptable statuant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Lattes. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE 25 : FINANCES - PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS DE LA VILLE DE MONTPELLIER NÉCESSAIRES À L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AVENANT N°1

Monsieur le Président

Procès-verbal comptable statuant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Montpellier. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE 26 : FINANCES – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE ENVIRONNEMENT ET TRANSPORTS – EXERCICE 2019

M. T. DEWINTRE sort de séance.

Monsieur le Président

Monsieur Lévit, vous propose une attribution de subventions dans le cadre de la thématique environnement et transport qui s'évalue à 129 000 euros. Je ne prends pas part au vote. Monsieur Castre, Monsieur Cotte, Monsieur El Kandoussi, Madame Lévy-Rameau, Madame Mirallès, Monsieur Savy non plus. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix.

NPPV : 6 voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Rabii YOUSSEF.

AFFAIRE 27 : FINANCES – DÉFINITION DU TARIF ET CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UN TERRAIN INTERCOMMUNAL – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur Lévit vous propose de définir les tarifs et la convention de mise à disposition d'un terrain intercommunal. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE 28 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS – APPROBATION

Monsieur le Président

Madame Régine Illaire vous propose la modification du tableau des effectifs. Avez-vous des observations à lui formuler ou des questions à lui poser ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE 29 : CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL – DISPOSITIF DEMOS – AVENANT À LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CITÉ DE LA MUSIQUE, PHILHARMONIE DE PARIS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes M. CASSAR avec le pouvoir de Mme I. TOUZARD, C. LEVY-RAMEAU et M. J. VERA entrent en séance.

M. P. BONNAL sort de séance, le pouvoir de Mme MC. PANOS accordé à M. P. BONNAL est temporairement annulé.

M. C. MEUNIER sort de séance, le pouvoir de M. A. LARUE accordé à M. C. MEUNIER est temporairement annulé.

M. H. MARTIN sort de séance.

M. N. SEGURA sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. L. JAOUL.

Monsieur le Président

Monsieur Travier vous propose, avec le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR), le dispositif DEMOS, l'avenant à la convention de partenariat avec la Cité de la Musique, Philharmonie de Paris.

Monsieur Travier, vous nous dites un mot, parce qu'il y a eu un très beau concert. Je n'ai assisté qu'à la première partie, mais à l'Opéra-Comédie.

Bernard TRAVIER

Oui, Monsieur le Président. Les enfants qui participent au programme DEMOS ont donné un concert de restitution qui a permis de constater deux choses. D'abord que leur comportement – c'est-à-dire leur capacité de concentration – avait énormément évolué, et que le résultat artistique aussi avait suivi. Il y avait deux exercices : un exercice chorégraphique et un exercice musical qui ont donné satisfaction à toutes les parties qui étaient là. La Philharmonie de Paris avait fait le déplacement et a dit toute sa satisfaction. On va embrayer sur la troisième année, et c'est le moment de réfléchir au renouvellement de ce programme. Notre partenaire traditionnel, la CAF, étant tout à fait d'accord pour poursuivre la Philharmonie de Paris aussi, mais avec un financement légèrement inférieur pour des raisons qu'ils nous ont expliquées et qui sont parfaitement compréhensibles. Le lendemain, les enfants ont participé au concert sur la place de la Comédie, pour la Fête de la Musique. Et la Philharmonie de Paris nous propose que pour la clôture du cycle d'enseignement de trois ans, le concert se fasse à la Philharmonie de Paris, en 2020.

Monsieur le Président

Cela veut dire que les enfants des quartiers prioritaires politiques de la ville se produiront à la Philharmonie de Paris. On remercie Madame Wagner.

Bernard TRAVIER

Les enfants de Cournonterral et Castries.

Monsieur le Président

Montpellier, Cournonterral, Castries, les deux antennes du Conservatoire de Montpellier.

Monsieur Domergue, vous avez demandé la parole.

Jacques DOMERGUE

Je voudrais dire que c'est une très bonne affaire pour Montpellier, parce que la Philharmonie – que j'ai eu la chance de visiter à l'occasion d'un concert – est un bâtiment extraordinaire. Je crois que c'est Nouvel qui en est l'architecte. Mais c'est l'exemple même de la mauvaise gestion des deniers publics, cela mérite d'être

souligné. Parce que par rapport au prix de départ, il a coûté trois fois plus. Donc, qu'on se le dise, pour nous c'est une bonne affaire, cela ne coûtera pas cher par rapport à ce que cela a coûté en réalité.

Bernard TRAVIER

Mais enfin, cela n'a rien à voir ! Heureusement que je sais qu'il est intelligent.

Franchement... le financement de la Philharmonie de Paris, c'est une vieille affaire qui concerne les Parisiens. Et nos deniers... L'éducation artistique des enfants des quartiers cibles et politiques de la ville, cela n'a rien à voir. Rien à voir. C'est une réussite, et ce n'est pas nous qui sommes les premiers financeurs. C'est l'Etat, nous, et la CAF. Voilà, donc, écrivez à Monsieur Nouvel, ce que vous avez à lui dire, pas à moi.

Monsieur le Président

C'est normal qu'à cette occasion il glisse le truc. Franchement, Monsieur Travier, vous pouvez faire une proposition au Conseil de Métropole pour l'an prochain, c'est de proposer l'apprentissage de la musique avec des instruments de musique à l'ensemble de nos collègues élus. Nous, on est déjà pourvus : vous avez une clarinette, j'ai un violon. Ici une flûte, là-bas un pipeau. Je ne sais pas...

Ah oui ! Madame Yague voulait parler.

Annie YAGUE

Oui, je voudrais parler de DEMOS. J'aimerais que l'on n'oublie pas le CCAS de la Ville de Montpellier qui accompagne quatre groupes et qui n'est jamais mis en lumière. Monsieur Travier, s'il vous plaît, ne nous oubliez pas parce que nous, on fait cela tous les jours et toute l'année.

Merci. Merci pour eux.

Bernard TRAVIER

C'est parfaitement inexact. Le CCAS est avec nous, Monsieur Belhandouz le sait. Je l'ai remercié 20 fois parce que sans lui, je n'y serais pas arrivé. C'est la vérité. Sans son aide technique...

Monsieur le Président

Bon, je vous remercie tous les deux. Et je remercie Monsieur Belhandouz.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

AFFAIRE 30 : CULTURE – MUSÉE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ECOLE DU LOUVRE POUR L'ORGANISATION DE CYCLES DE CONFÉRENCES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Musée Fabre, convention de partenariat avec l'Ecole du Louvre. Qui demande des précisions au rapporteur ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

AFFAIRE 31 : CULTURE – MUSÉE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE RÉSEAU CANOPÉ DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « DANS LA COUR DES GRANDS » – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Musée Fabre, convention de partenariat avec le réseau Canopé. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

AFFAIRE 32 : CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL (CRR) – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE FESTIVAL RADIO FRANCE OCCITANIE MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. JABADO sort de séance, le pouvoir de M. E. PASTOR accordé à Mme C. JABADO est temporairement annulé.

Monsieur le Président

Madame Lloret vous propose pour le Conservatoire à rayonnement régional, la convention avec *Radio France*. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix.

NPPV : 4 voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Caroline NAVARRE, M. Bernard TRAVIER.

AFFAIRE 33 : CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL – CONVENTION DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE AVEC L'ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ART DRAMATIQUE (ENSAD) – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Lloret vous propose, toujours pour le Conservatoire à rayonnement régional, la convention avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique, l'ENSAD. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix.

NPPV : 3 voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER

AFFAIRE 34 : CULTURE – CONTRAT TERRITOIRE-LECTURE AVEC LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION – PROGRAMME ET DEMANDE DE SUBVENTION – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. RAYMOND sort de séance, le pouvoir de M. C. COUR accordé à M. J. RAYMOND est temporairement annulé.

Monsieur le Président

Contrat Territoire-Lecture avec le Ministère de la Culture et de la Communication. Il s'agit du programme pour les médiathèques. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

Tout à l'heure Max Lévitá, dans son exposé, a indiqué la restauration de la médiathèque Aimé Césaire. Ce n'est pas une restauration mais une reconstruction totale. Ce n'est pas le même prix !

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

AFFAIRE 35 : CULTURE – AFFECTATION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS DE PARTENARIAT – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Lloret vous propose l'affectation de subventions, en convention de partenariat avec l'association Tourisme et Loisirs et le festival de Radio France. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix.

NPPV : 4 voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Caroline NAVARRE, M. Bernard TRAVIER.

AFFAIRE 36 : CULTURE – CONVENTION-CADRE EN FAVEUR DE LA GÉNÉRALISATION DE L'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, LA DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES OCCITANIE, L'ÉDUCATION NATIONALE ET LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHÉSION SOCIALE – CONVENTION D'APPLICATION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. JABADO avec le pouvoir de M. E. PASTOR entre en séance.

M. C. MEUNIER avec le pouvoir de M. A. LARUE entre en séance.

Mme J. GALABRUN-BOULBES sort de séance, le pouvoir de M. G. PASTOR accordé à Mme J. GALABRUN-BOULBES est temporairement annulé.

Monsieur le Président

Convention-cadre en faveur de la généralisation de l'éducation artistique et culturelle entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction régionale des affaires culturelles, l'Education nationale et la Direction départementale de la cohésion sociale. C'est un sujet important. Cela veut dire que dans le cadre éducatif, on intègre la culture. Cela veut dire qu'on stimule les enfants à regarder culture, à parler culture et à vivre culture. Monsieur Travier, dites-nous un mot sur cette convention, parce que c'est très important pour les 50 ans à venir.

Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, mes chers collègues, c'est extrêmement important. C'est une convention – vous l'avez dit – qui nous lie à la DRAC, à l'Education nationale, à la Direction de la Cohésion Sociale, qui sont les trois opérateurs publics de l'Etat qui interviennent. Cette convention va intéresser tout le territoire métropolitain, et j'insiste sur l'intégralité du territoire. Le premier conventionnement a été entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville. Ensuite, nous conventionnerons avec Saint Jean de Védas, et ensuite avec Castries, et on étendra le périmètre à toutes les communes volontaires à partir de 2020, 2022.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Travier. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

AFFAIRE 37 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE (EPCC) MONTPELLIER CONTEMPORAIN (MOCO) ET L'ARTISTE BENOÎT MAIRE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme A. YAGUE sort de séance.

Monsieur le Président

Madame Lloret vous propose concernant le site archéologique Lattara, la convention de partenariat avec l'établissement public de coopération culturelle (EPCC) MoCo.
Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix.

NPPV : 7 voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

Monsieur le Président

En parlant de cela, je serais curieux d'avoir le rapport de restitution des fouilles préventives sur les Hauts-de-Lattes. Je le dis au service, parce que je ne les ai pas vus.

Bernard TRAVIER

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Oui, c'est l'Inrap qui les a réalisées, mais il y a des choses intéressantes qui ont été découvertes.
Oui, Monsieur le Maire.

Cyril MEUNIER

La responsable des fouilles a fait une conférence samedi 15 au musée pour présenter la totalité des fouilles. Comme tu le dis, oui, il y a des choses exceptionnelles qui ont été découvertes. Et on remonte à l'âge de pierre, c'est-à-dire que nous ne sommes pas loin de prouver que le bassin – pas à Lattes, je ne vais pas tout tirer à Lattes – mais le bassin montpelliérain est l'une des occupations permanentes les plus importantes du bassin méditerranéen, 2000, 3000, 4 000 ans avant Jésus-Christ. Cela prouve qu'on a raison de vivre sur ce territoire. Mais il faut se méfier des eaux, parce que c'est le Lez et la mer qui ont régulièrement anéanti l'occupation humaine. D'où l'importance de faire les travaux sur la basse vallée de la Mosson au plus rapidement. Surtout au vu des taxes de GEMAPI qu'on paye.

Monsieur le Président

Merci. Je demande aux services, parce que moi, je n'étais pas au courant. Merci, Monsieur Meunier de me l'indiquer. C'est la Métropole qui finance tout et sur ses propres terrains. Donc, ce serait quand même bien que je sois au courant, surtout que je suis passionné d'archéologie. J'ai même fouillé à Lattes quand j'étais étudiant avec Henri Prades, qui était instituteur avec mon père à la Pompignane.

AFFAIRE 38 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY MONTPELLIER 3 POUR L'ORGANISATION DE L'EXPOSITION « L'AVENTURE PHOCÉENNE. GRECS, IBÈRES ET GAULOIS EN MÉDITERRANÉE NORD-OCCIDENTALE » – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes J. GALABRUN-BOULBES avec le pouvoir de M. G. PASTOR, P. MIRALLES et MM. T. DEWINTRE et H. MARTIN entrent en séance.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 38.

Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, nous pourrions préciser une chose, c'est que l'exposition sur les Ibères a été labellisée exposition nationale. C'est la seule en France. On aura aussi une aide financière de la Région de 10 000 euros.

Monsieur le Président

On remercie la Région. Je remercie la Région. Bon, je sais qu'il y a eu une petite mission de Madame Delga – d'après ce que dit un article de *France 3 Midi-Pyrénées* – pour aller essayer de récupérer l'investiture LREM pour Monsieur Altrad. C'est marqué dans la presse aujourd'hui. Je ne commente pas, je dis simplement ce qu'a dit un article. Mais c'est vrai que cela n'empêche en rien les bonnes relations que j'ai avec la Région. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

NPPV : 2 voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, Mme Isabelle MARSALA

AFFAIRE 39 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – CLUBS ET ASSOCIATIONS SPORTIFS – AFFECTATIONS DE SUBVENTIONS – CONVENTION D'ATTRIBUTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur Meissonnier vous propose clubs et associations sportifs. Affectation de subventions pour le Beach Soccer : 3000 euros, pour l'entente Saint-Clément Montferrier : 800, pour le handball (dont l'équipe des filles a fait un très bon parcours, elles sont championnes en départemental) : 1500 euros. Et ensuite, pour le Judo olympique : 1000 euros.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE 40 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PALAIS DES SPORTS RENÉ BOUGNOL – OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC – CONVENTION DE MISE À DISPOSITION AU MONTPELLIER HANDBALL – SAISON SPORTIVE 2019-2020 – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. LANNELONGUE entre en séance.

Monsieur le Président

Palais des sports René Bougnol, occupation temporaire du domaine public, pour le handball. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE 41 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – NATATION ET PATINAGE SCOLAIRE – CONVENTIONS DE PARTENARIAT – ANNÉE SCOLAIRE 2019-2020 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Toujours Monsieur Meissonnier, natation et patinage scolaire, convention de partenariat pour l'année 2019 – 2020. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

NPPV : 5 voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Fabien ABERT, Mme Maud BODKIN, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal MARION, M. Philippe SAUREL.

AFFAIRE 42 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RÉSEAU DES PISCINES – PLAN CANICULE – HORAIRES – TARIFICATION – GRATUITÉ D'ACCÈS – APPROBATION

Monsieur le Président

Réseau des piscines, plan canicule, horaires et tarification.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE 43 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – PROGRAMME D'ACTIONS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS (PAPI2) LEZ-MOSSON-ÉTANGS PALAVASIENS – COMMUNE DE PIGNAN – ÉTUDE DE DÉFINITION D'UN PROGRAMME DE TRAVAUX AFIN D'AUGMENTER LA SÉCURITÉ DES POPULATIONS – DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES

Monsieur le Président

Monsieur Lussert vous propose le programme d'actions de protection contre les inondations PAPI2. Lez, Mosson, étang palavasien, commune de Pignan, études de définition de programme de travaux pour Pignan. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE 44 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – AVENANT AU PROGRAMME D'ACTIONS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS (PAPI2) LEZ-MOSSON-ÉTANGS PALAVASIENS – AMÉNAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA MOSSON À JUVIGNAC – ACQUISITIONS FONCIÈRES – DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES

Monsieur le Président

Avenant au programme d'actions de protection contre les inondations, Lez-Mosson-Étangs palavasiens, aménagement à Juvignac. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE 45 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – PROGRAMME D'ACTIONS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS (PAPI2) LEZ-MOSSON-ÉTANGS PALAVASIENS – DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU DE CAPTEURS PIÉZOMÉTRIQUES – DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES

Mme S. KERANGUEVEN et M. L. JAOUL sortent définitivement de séance sans laisser de pouvoir. Le pouvoir de M. N. SEGURA accordé à M. L. JAOUL est annulé.

Monsieur le Président

Programme d'actions de protection contre les inondations, toujours le PAPI2. Lez-Mosson-Étangs palavasiens, développement du réseau de capteurs piézométriques.

Qui demande des précisions au rapporteur ?

Monsieur le Maire de Lattes.

Cyril MEUNIER

Oui, Monsieur le Président, je suis ravi qu'on démarre les travaux sur Juvignac, puisque l'on avait rajouté au PAPI 2 Juvignac et Grabels suite aux malheurs qui leur étaient arrivés en 2014. J'aimerais savoir quand on va démarrer, enfin, les travaux sur la basse vallée de la Mosson. Si Jean-Marc peut me répondre. Pour que je puisse un peu expliquer à la population lattoise que suite aux inondations de 2002 et 2003, on va enfin pouvoir régler la problématique des sorties de la Mosson.

Merci.

Monsieur le Président

Monsieur Lussert.

Jean-Marc LUSSERT

Monsieur le Président, chers confrères et consœurs, la question de Monsieur Meunier n'a rien à voir avec l'affaire que nous étions en train de débattre, mais je vais répondre à la question.

Oui, c'est le PAPI2, mais il y a énormément d'actions. C'est vrai que celle de la basse vallée de la Mosson est inscrite. On va dire que de façon majeure, nous menons de concert les travaux prévus à Grabels pour lutter contre l'inondation de 2014 en particulier. Ceux de Juvignac, sur la Mosson, à Grabels c'est le Rieu Massel, à Fabrègues c'est le Coulazou. Et à Lattes, c'est effectivement la basse vallée de la Mosson entre les deux communes que sont Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone. Donc, nous en sommes à peu près au même niveau, c'est-à-dire à la fin des études, aux acquisitions foncières, à la production de tous les documents réglementaires pour que les enquêtes publiques aient lieu. Et nous sommes en train de faire successivement des réunions publiques dans chaque commune. Le coup d'envoi, c'était il y a quelques jours à Grabels. Nous serons à Fabrègues le 3 juillet il me semble. En septembre, nous serons à Juvignac et à Lattes. Tout cela pour dire que les travaux commenceront en 2020 sur ces quatre chantiers, et se poursuivront probablement en 2021, puisque cela représente la bagatelle d'une quinzaine de millions d'euros. Ce ne sont donc pas des travaux qui se font en quelques jours. Donc, 2020, 2021, et rendez-vous à l'automne pour la réunion publique à Lattes. C'est prévu comme cela, Cyril.

Monsieur le Président

Monsieur Revol.

René REVOL

Je voudrais rendre hommage au travail de Jean-Marc. On a travaillé de concert pour préparer ces réunions publiques et on respecte le mandat qu'on s'était donné, puisqu'en cette année 2019, nous sommes rentrés de plain-pied dans les acquisitions foncières et dans la définition du programme de travaux sur le bassin du Rieu Massel. Donc, Monsieur le Président, je pense qu'on était devant un défi après les inondations de 2014.

C'est-à-dire qu'au début de cette mandature, nous avons confronté cela, et vous-même et moi à Grabels, nous avons pris en commun l'engagement de tout faire pour que d'ici la fin de la mandature, les travaux soient programmés et amplifiés en l'espace de 6 ans.

Je voulais remercier les services qui ont travaillé d'arrache-pied, et qui parfois l'ont fait alors que leurs effectifs ne sont pas augmentés énormément. Ce travail a été absolument considérable. La population a très bien accueilli les choses l'autre jour lorsque Jean-Marc est venu présenter cela à Grabels. Effectivement, il faut que la concertation avec les communes soit vraiment étroite pour qu'on puisse montrer à tous les habitants qu'on travaille avec eux. Parce que le but ce n'est pas que les gens découvrent un matin une pelleuse qui arrive, mais qu'ils aient vraiment une présentation du travail qui a été fait. On est dans ce processus-là. Je voulais féliciter les services et Jean-Marc pour ce travail.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Revol. Je voudrais vous remercier pour deux choses. D'abord parce que lorsque vous avez reçu Jean-Marc Lussert, les choses se sont bien passées avec la population de Grabels et avec vous. Et également pour tout ce qui concerne le cadencement de la ligne de bus, où c'était un engagement que nous avions pris pour la ville de Grabels, et où chacun a joué correct. Je le dis clairement.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

AFFAIRE 46 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – COMMUNE DE LATTES – SITE DU MÉJEAN – CONVENTION DE DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA COMMUNE DE LATTES POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX HYDRAULIQUES SUR LE SITE DU MÉJEAN – ABROGATION DE LA DÉLIBÉRATION N°M2018-742 DU 21 DÉCEMBRE 2018 – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Commune de Lattes, site du Méjean, convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Lattes pour la réalisation de travaux hydrauliques.
Qui est contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

AFFAIRE 47 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – PROJET DE PARTENARIAT D'EXPÉRIMENTATION AVEC LE GROUPE RENAULT POUR TESTER UN NOUVEAU CONCEPT DE VÉHICULE LOGISTIQUE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Projet de partenariat d'expérimentation avec le groupe Renault pour tester de nouveaux concepts de véhicules. C'est Monsieur Rico qui propose cela. C'est pour la logistique urbaine. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

AFFAIRE 48 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT (SMTCH) – MODIFICATION DES STATUTS – APPROBATION

M. J. MALEK sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault. Il s'agit de la modification des statuts. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix.

NPPV : 12 voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Arnaud MOYNIER, M. Eric PENSO, M. Jean-Pierre RICO, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEF.

AFFAIRE 49 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT (SMTCH) – NAVETTE DES PLAGES ETANG DE L'OR VERS LA PLAGE DU GRAND TRAVERS – TARIFICATION – CONVENTION DE COMPENSATION FINANCIÈRE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Même chose, Syndicat Mixte de Transport de l'Hérault, navette des plages. C'est la convention avec l'Étang de l'Or pour le Grand Travers, pour une valeur de 153 735,43 euros. Bon accord avec l'agglo du Pays de l'Or pour desservir les plages. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix.

NPPV : 13 voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Arnaud MOYNIER, M. Eric PENSO, Mme Véronique PEREZ, M. Jean-Pierre RICO, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEUS

AFFAIRE 50 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT (SMTCH) – CONVENTION RELATIVE AUX MODALITÉS D'UTILISATION DU RÉSEAU URBAIN DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE POUR LE TRANSPORT SCOLAIRE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN sort de séance.

M. J. RAYMOND avec le pouvoir de M. C. COUR entre en séance.

Monsieur le Président

Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault. Convention relative à l'utilisation du réseau urbain de Montpellier Méditerranée Métropole pour les transports scolaires. Là, c'est une convention qui s'établit à 8 602 575 euros. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

NPPV : 11 voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Arnaud MOYNIER, M. Eric PENSO, M. Jean-Pierre RICO, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEUS.

AFFAIRE 51 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – REMISE EN ÉTAT DE LA PLACE DE LA CANOURGUE À MONTPELLIER À LA SUITE DE LA RÉHABILITATION DE L'HÔTEL RICHER DE BELLEVAL – CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT ET À LA RÉALISATION DES TRAVAUX – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur Breyse vous propose la remise en état de la place de la Canourgue à la suite de la réhabilitation de l'hôtel Richer de Belleval, avec un engagement respectif de la Métropole et de la société Enedis, promoteur du projet. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

AFFAIRE 52 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – RN113 – GIRATOIRE DU CÉTUS (PR 16+800) – CONVENTION DE RÉALISATION DE PLANTATIONS COMPLÉMENTAIRES ET D'ENTRETIEN GÉNÉRAL DE L'ÎLOT CENTRAL DU GIRATOIRE ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DES ROUTES MÉDITERRANÉE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. EL KANDOUSSI sort de séance, le pouvoir de M. R. YOUSSEUS accordé à M. A. EL KANDOUSSI est temporairement annulé.

Monsieur le Président

Giratoire du Cétus, RN113. Convention de réalisation de plantations complémentaires et d'entretien général de l'îlot central du giratoire entre la Métropole et la Direction interdépartementale des routes Méditerranée. Monsieur Breyse, avez-vous des commentaires à faire là-dessus ? Qui demande des précisions ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

AFFAIRE 53 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – SÉCURISATION DES ABORDS DU GROUPE SCOLAIRE BENOÎTE GROULT – RUE PUECH VILLA À MONTPELLIER – CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT ET À LA RÉALISATION DES TRAVAUX ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Sécurisation des abords du groupe scolaire Benoîte Groult, Rue Puech Villa. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

AFFAIRE 54 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – RÉALISATION DE LA VOIE VERTE V70 SUR LES COMMUNES DE SAINT GÉNIES DES MOURGUES, SAINT-CHRISTOL ET BOISSERON – CONVENTION DE TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Réalisation de la voie verte V 70 sur les communes de Saint Geniès des Mourgues, Saint-Christol et Boisseron. Là, on est hors zone avec le Département. Convention avec le Département de l'Hérault. Et je remercie mon ami Kléber Mesquida. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

AFFAIRE 55 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTION D'AUTORISATION D'IMPLANTATION ET DE RACCORDEMENT ÉLECTRIQUE D'INSTALLATIONS SUR LE RÉSEAU D'ÉCLAIRAGE PUBLIC MÉTROPOLITAIN ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LES COMMUNES MEMBRES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Convention d'autorisation d'implantation et de raccordement électrique d'installation sur le réseau d'éclairage public métropolitain entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes membres. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

AFFAIRE 56 : HORS COMMISSION – CONTRAT DE PARTENARIAT CONCLU ENTRE LA VILLE DE MILLAU, LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE MILLAU GRANDS CAUSSES ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – PARCOURS D'ACCOMPAGNEMENT DU BUSINESS INCUBATOR CENTER (BIC) – CONVENTION D'APPLICATION – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Marion vous propose le contrat de partenariat conclu entre la Ville de Millau, la Communauté d'agglomération de Millau Grands Causses et la Métropole, au travers des entreprises que nous recevrons désormais

au BIC. C'est la convention que nous avons passée avec Millau et son agglomération. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

AFFAIRE 57 : HORS COMMISSION – RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES COMPTES – APPROBATION

M. JP. MOURE sort de séance, le pouvoir de Mme C. HART accordé à M. JP. MOURE est temporairement annulé.

Monsieur le Président

Monsieur Lévitá vous propose le rapport d'activité de la Commission de contrôle des comptes. Il est proposé à l'Assemblée de prendre acte du rapport d'activité de la Commission du contrôle des comptes conformément à la réglementation en vigueur.

Nous ne voterons donc pas. Qui demande des précisions auprès du rapporteur Max Lévitá ? Je vous demande d'en prendre acte.

Le Conseil prend acte des travaux de la Commission de Contrôle des Comptes de la Métropole pour l'année 2018.

AFFAIRE 58 : HORS COMMISSION – RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL) – APPROBATION

Monsieur le Président

Rapport d'activité de la Commission. Il s'agit là aussi d'en prendre acte. Commission consultative des services publics locaux.

Le Conseil prend acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole pour l'année 2018.

AFFAIRE 59 : HORS COMMISSION – RAPPORTS ANNUELS DES DÉLÉGATAIRES DE SERVICE PUBLIC DE L'EXERCICE 2018 – APPROBATION

Mme S. JANNIN entre en séance.

Monsieur le Président

Rapport annuel des délégations de service public de l'exercice 2018. Il s'agit également de prendre acte des rapports annuels des délégations de service public. Pas de demande d'intervention ?

Le Conseil prend acte de la réception des rapports des délégataires de service public au titre de l'exercice 2018 et de leurs transmissions à la CCSPL pour examen.

AFFAIRE 60 : HORS COMMISSION – CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES OCCITANIE – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ – ACTIONS ENTREPRISES À LA SUITE DES OBSERVATIONS DÉFINITIVES SUR LE CONTRÔLE DES COMPTES ET DE LA GESTION POUR LA COMPÉTENCE DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

Monsieur le Président

Chambre régionale des comptes Occitanie Méditerranée Métropole, actions entreprises à la suite des observations définitives sur les contrôles des comptes. Il s'agit également de prendre acte du rapport d'observations définitives. Qui demande la parole ? Personne.

Le Conseil prend acte des actions entreprises par Montpellier Méditerranée Métropole, à la suite du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie établi en 2018, portant sur le contrôle des comptes et de la gestion de Montpellier Méditerranée Métropole pour la compétence déchets ménagers et assimilés.

AFFAIRE 61 : HORS COMMISSION – PARTICIPATION AU II NATIONAL MEETING OF URBAN CLEANING : INNOVATIVE APPROACHES TO CLEAN CITIES À CASCAIS (PORTUGAL) DU 29 AU 31 MAI – PARTICIPATION D'UN ÉLU – PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE – APPROBATION

Monsieur le Président

Participation au National meeting of urban cleaning.

Madame Barthas ne prend pas part au vote parce qu'elle nous a représentés au Portugal à Cascais.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

NPPV : 1 voix.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL.

AFFAIRE 62 : COMEDIE DU LIVRE 2020 - MISSION A ZAGREB (CROATIE) DU 7 AU 10 JUILLET 2019 - PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE MISSION A L'ETRANGER - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire reportée.

AFFAIRE 63 : HORS COMMISSION – MISSION NIAMEY (NIGER) – PARTICIPATION AU 3ÈME FORUM MILAN URBAN FOOD POLICY PACT D'AFRIQUE – DU 11 AU 13 JUIN 2019 – APPROBATION

M. JP. MOURE avec le pouvoir de Mme C. HART entre en séance.

Monsieur le Président

Mission à Niamey au Niger. Participation au troisième forum Milan Urban Food policy. Madame Santarelli ne prend pas part au vote. Madame Santarelli est allée à Niamey représenter la Métropole. Après avoir été vaccinée, parce que vous ne pouvez pas aller à Niamey sans être vacciné en urgence.

Voilà. Et je remercie toute la délégation qui est allée à Niamey – c'est formidable – pour le pacte de Milan. C'est Mylène Fourcade qui aurait dû s'y rendre. Pour des motifs personnels, elle n'a pas pu. J'ai demandé à Marie-Hélène et elle y est allée. Merci à toute l'équipe.

Et puis il se trouve que c'est un ami d'enfance à moi qui est directeur de toute la Fondation sur l'eau et sur le développement durable. Il est né dans la maison à côté de moi à Boutonnet. Quelquefois, en faisant des choses, il y a des coïncidences pas possibles.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

NPPV : 1 voix.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

AFFAIRE 64 : HORS COMMISSION – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE RADIO NOVA, LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur El Kandoussi vous propose la convention de partenariat entre *Radio Nova*, la Ville de Montpellier, et la Métropole, pour les fameuses *Nuits Zébrées*.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE 65 : HORS COMMISSION – REPRÉSENTATIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE – DÉSIGNATIONS

Mme A. YAGUE et M. A. EL KANDOUSSI avec le pouvoir de M. R. YOUSSEF entrent en séance.

Monsieur le Président

Représentation du Conseil de Métropole. Désignation. Si tout le monde est d'accord, nous procéderons à main levée. Pas de vote contre ? Donc, je vous propose les candidatures suivantes :

- SATT AXLR : Madame Isabelle Guiraud, au Conseil d'Administration, comme suppléante, et à l'Assemblée générale comme suppléante. Et Monsieur Gérard Lannelongue, à l'Assemblée générale en tant que titulaire.
- Assemblée générale de copropriétaires : représentant suppléant, Monsieur Robert Cotte.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Chers collègues, merci. Je vous donne rendez-vous le 23 juillet pour le dernier Conseil de Métropole de l'année scolaire. Je vous invite tous à l'inauguration du Montpellier Contemporain le 29 à 11 heures. C'est une première. Je vous fais deux phrases là-dessus, c'est le seul centre d'art contemporain public inauguré – après la réalisation du Palais de Tokyo en 2002 – et c'est le seul qui sera inauguré en Europe en 2019. C'est un événement majeur pour la Métropole et pour la Ville. C'est le choix politique que nous avons fait d'arrêter le musée de la présence française en Algérie, et de proposer l'ouverture vers l'art contemporain.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h15.